

# Marché public de Prestations Intellectuelles portant sur une mission d'OPC Général

Cahier des Clauses Administratives  
Particulières

Émetteur	Marché cible	Secteur	Phase	Classement	Domaine	Ouvrage	Type doc	Num.	Ind.
CSNE	B086	T	B	MARC	ACHA	CSNE_	CCAP	0001-00	B



## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ PUBLIC .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 2. DESCRIPTION DU MARCHÉ PUBLIC .....</b>	<b>9</b>
2.1. FORME DU MARCHÉ PUBLIC.....	9
2.2. DECOUPAGE DES PRESTATIONS.....	9
2.2.1. Décomposition en tranches .....	9
2.3. OPTIONS .....	10
2.3.1. Reconduction .....	10
2.3.2. Prestations similaires .....	10
2.3.3. Prestations complémentaires .....	10
2.4. EMISSION DE BONS DE COMMANDES .....	10
2.5. MODIFICATIONS DU MARCHÉ PUBLIC .....	10
<b>ARTICLE 3. INTERVENANTS .....</b>	<b>11</b>
3.1. MAÎTRE D'OUVRAGE.....	11
3.2. EXPLOITANT VNF (OISE, AISNE, CLO, CDN, CSNE) .....	11
3.3. ASSISTANTS AU MAÎTRE D'OUVRAGE .....	11
3.4. MAÎTRISE D'ŒUVRE .....	12
3.5. AUTRES INTERVENANTS.....	12
3.6. TITULAIRE.....	12
3.6.1. Changement dans la situation juridique du titulaire .....	12
3.6.2. Personnes nommément désignées .....	12
3.6.2.1 Profils clés .....	12
3.6.2.2 Remplacement d'un « profil clé » .....	13
3.6.3. Devoir de conseil.....	14
3.6.4. Évolution réglementaire et normative .....	14
3.6.5. Indépendance .....	14
3.7. SOUS-TRAITANCE .....	14





<b>ARTICLE 4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ PUBLIC.....</b>	<b>15</b>
4.1. ORDRE DE PRIORITE .....	15
4.2. NOTIFICATION – PIECES A REMETTRE AU TITULAIRE .....	17
<b>ARTICLE 5. DUREE DU MARCHÉ PUBLIC ET DELAIS D’EXECUTION.....</b>	<b>17</b>
5.1. DECOMPOSITION EN PHASES DU PROJET CANAL SEINE-NORD EUROPE .....	17
5.2. DUREE DU MARCHÉ PUBLIC.....	17
5.3. DELAIS D’EXECUTION DES TRANCHES .....	17
5.4. DEMARRAGE DES MISSIONS RELEVANT DES TRANCHES OPTIONNELLES.....	18
5.5. PROLONGATION OU SUSPENSION DES DELAIS D’EXECUTION .....	18
5.5.1. Prolongation des délais d’exécution .....	18
5.5.2. Suspension de l’exécution des prestations .....	19
5.5.2.1 Suspension des prestations.....	19
5.5.2.2 Autres cas de suspension de l’exécution du marché.....	19
<b>ARTICLE 6. MODALITES D’EXECUTION.....</b>	<b>19</b>
6.1. LIEUX D’EXECUTION DE LA PRESTATION .....	19
6.2. DONNEES D’ENTREE .....	20
6.3. OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	20
6.3.1. OBLIGATIONS GENERALES.....	20
6.3.2. OBLIGATIONS PARTICULIERES .....	20
6.3.2.1 Sécurité et protection des travailleurs .....	20
6.3.2.2 Lutte contre le travail dissimulé .....	21
6.4. ÉMISSION ET FORMES DES BONS DE COMMANDE .....	22
6.5. MODIFICATION DE CARACTERE TECHNIQUE EN COURS D’EXECUTION DES PRESTATIONS .....	23
6.6. CONSTATATION DE L’EXECUTION DES PRESTATIONS .....	23
6.6.1. Operations de vérification.....	23
6.6.2. Réception, ajournement, réfaction et rejet des prestations .....	23
6.7. CLAUSE D’AUDIT .....	24





<b>ARTICLE 7. MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX .....</b>	<b>24</b>
7.1. NATURE DES PRIX – TVA – UNITE MONETAIRE .....	24
7.2. CONTENU DES PRIX.....	25
7.3. REPARTITION DES PAIEMENTS.....	25
7.4. VARIATION DES PRIX.....	25
7.4.1. Mois d'établissement des prix .....	25
7.4.2. Choix de l'indice de référence.....	26
7.4.3. Modalités de révision des prix .....	26
7.5. PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS .....	26
7.5.1. Désignation des sous-traitant(s) en cours d'exécution .....	26
7.5.2. Modalités de paiement direct par virements.....	27
7.5.2.1 Modalités de règlement des comptes des cotraitants .....	27
7.5.2.2 Modalités de règlement des comptes des sous-traitants.....	27
7.6. REGLEMENT DES COMPTES AU TITULAIRE.....	28
7.6.1. Établissement des acomptes et des demandes de paiement (factures) .....	28
7.6.1.1 Généralités.....	28
7.6.1.2 Périodicité des acomptes .....	28
7.6.1.3 Projet de facturation – Descriptif des prestations effectuées .....	28
7.6.1.4 Demande de paiement (facture) .....	29
7.6.1.5 Paiement pour solde et règlements partiels définitifs .....	30
7.6.2. Modalités du règlement par virement des sommes à payer au titulaire.....	30
<b>ARTICLE 8. PENALITES.....</b>	<b>31</b>
8.1. REPARTITION DES PENALITES ENTRE COTRAITANTS : .....	31
8.2. PENALITES POUR RETARD DANS LE REMPLACEMENT D'UNE PERSONNE NOMMEMENT DESIGNEE.....	31
8.3. PENALITES POUR ABSENCE AUX REUNIONS .....	31
8.4. PENALITES DE RETARD .....	31
8.5. PENALITES POUR NON DECLARATION D'UN SOUS-TRAITANT .....	32



8.6. PENALITES CONCERNANT LE TRAVAIL DISSIMULE .....	32
8.7. AUTRES PENALITES .....	32
<b>ARTICLE 9. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE .....</b>	<b>33</b>
9.1. AVANCE .....	33
9.2. NANTISSEMENT .....	33
9.3. CAUTIONNEMENT .....	34
9.4. RETENUE DE GARANTIE .....	34
<b>ARTICLE 10. CONFIDENTIALITE .....</b>	<b>34</b>
10.1. PRINCIPE .....	34
10.2. EXCEPTIONS .....	35
10.3. DUREE DE L'ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITE .....	36
10.4. REFERENT CONFIDENTIALITE .....	36
<b>ARTICLE 11. CONFLITS D'INTERETS .....</b>	<b>36</b>
<b>ARTICLE 12. NON-IMMIXTION / INCOMPATIBILITE .....</b>	<b>37</b>
12.1. NON-IMMIXTION .....	37
12.2. INCOMPATIBILITE .....	37
<b>ARTICLE 13. PROPRIETE INTELLECTUELLE .....</b>	<b>38</b>
13.1. CONNAISSANCES ANTERIEURES.....	38
13.2. REGIME DES RESULTATS .....	38
<b>ARTICLE 14. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....</b>	<b>39</b>
14.1. PRINCIPES GENERAUX.....	39
14.2. ENGAGEMENTS DU TITULAIRE.....	39
14.3. SOUS-TRAITANCE .....	40
14.4. DROIT DES PERSONNES CONCERNEES .....	40
14.5. NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	40
14.6. NON-RESPECT DES OBLIGATIONS EN MATIERE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	41



<b>ARTICLE 15. MANAGEMENT DE PROJET, ETHIQUE ET RESPECT DES PRINCIPES DE DEVELOPPEMENT DURABLE, COMMUNICATION.....</b>	<b>41</b>
15.1. PRINCIPES GENERAUX.....	41
15.2. MISES A JOUR .....	41
15.3. DECLINAISON CHEZ LE TITULAIRE .....	41
15.4. RERERENTS QSSE ET DEVELOPPEMENT DURABLE .....	42
15.5. INTERPRETARIAT .....	42
15.5.1. Prevention de la sécurité .....	42
15.5.2. Protection sociale.....	42
15.5.3. Défaut de recours à un interprète.....	42
15.6. Communication .....	42
15.6.1. Documents de référence.....	43
15.6.2. Interlocuteurs communication au sein de la Maîtrise d’Ouvrage.....	43
15.6.3. Obligation du titulaire .....	43
<b>ARTICLE 16. RESILIATION DU MARCHE .....</b>	<b>44</b>
16.1. GENERALITES .....	44
16.2. RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE .....	44
16.3. RESILIATION POUR MOTIF D’INTERET GENERAL .....	45
<b>ARTICLE 17. REGLEMENT DES DIFFERENDS.....</b>	<b>46</b>
17.1. DEMANDE DE REMUNERATION COMPLEMENTAIRE ET/OU D’EXTENSION DE DELAI ....	46
17.2. PREVENTION DES LITIGES .....	46
17.3. REGLEMENT DES LITIGES .....	46
<b>ARTICLE 18. RESPONSABILITE - ASSURANCES .....</b>	<b>46</b>
<b>ARTICLE 19. DISPOSITIONS DIVERSES .....</b>	<b>47</b>
19.1. MOYENS MIS A DISPOSITION DU TITULAIRE .....	47
19.2. LANGUE ET DROIT APPLICABLE .....	48
19.3. FINANCEMENT EUROPEEN.....	48
19.4. TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS CONTRACTES PAR LE MAITRE D’OUVRAGE .	48





ARTICLE 20.	DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX .....	49
-------------	---	----





## ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ PUBLIC

Le présent marché de prestations intellectuelles a pour objet la réalisation d'une mission d'Ordonnancement, de Pilotage et de Coordination générale pour le projet de construction du Canal Seine-Nord Europe (CSNE).

Le Canal Seine-Nord Europe, grand projet d'aménagement du territoire alliant performance technique, respect de l'environnement et sécurité, doit relier Compiègne, dans l'Oise, à Aubencheul-au-Bac, dans le Nord. Ce canal à grand gabarit de 107 kilomètres de long et de 54 mètres de large est un maillon essentiel de la liaison fluviale Seine-Escaut, qui connectera le réseau français aux 20 000 km de voies européennes. Il permettra ainsi le développement du transport fluvial, solution écologique de transport de marchandises, et facteur de compétitivité des productions et d'attractivité des territoires. Ce grand chantier est un investissement de plus de 5 milliards d'euros financé par l'Union Européenne, la France et les Collectivités territoriales qui pilotent la Société du Canal Seine-Nord Europe (SCSNE), établissement public local qui en assure la maîtrise d'ouvrage.

Canal à grand gabarit, le Canal Seine-Nord Europe pourra accueillir des péniches mesurant jusqu'à 185 mètres de long et 11,40 mètres de large. Une petite révolution dans le secteur, alors que l'actuel Canal du Nord, beaucoup plus étroit, représente aujourd'hui un véritable goulet d'étranglement.

Les marchandises acheminées entre le Bassin parisien, les Hauts-de-France, les ports de Dunkerque, le Havre, Rouen et le nord de l'Europe pourront ainsi davantage transiter par voie fluviale, ce qui soulagera le réseau routier, saturé par les camions. Les bateaux grand gabarit peuvent en effet transporter jusqu'à 4 400 tonnes de marchandises chacun, soit l'équivalent de 220 camions. Ainsi, le passage d'un convoi fluvial de 4 400 tonnes toutes les demi-heures équivaut à un camion toutes les 5 secondes.

On estime que quelques années après sa mise en service, le Canal Seine-Nord Europe devrait permettre d'acheminer environ 17 millions de tonnes de marchandises par an et ainsi réduire le trafic routier de 1 million de poids-lourds en France, voire 2,3 millions à l'échelle européenne sur la liaison Seine-Escaut. A la clé, un bilan carbone qui démontre, sur 40 ans, une économie de plus de 50 millions de tonnes de CO<sup>2</sup>. Ouvert 24h/24, 360 jours par an, le Canal Seine-Nord Europe pourra être traversé en 16 à 19 heures en moyenne, contre une trentaine d'heures par le réseau fluvial actuel.

Dans le cadre de ce projet, il est apparu nécessaire de mettre en place une mission générale d'ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) portant sur les missions suivantes :

- **Mission d'OPC inter-secteurs – interchantiers** pendant la phase travaux du projet - Tranche Ferme,
- **Mission d'OPC pour la Mise en service du CSNE** – Tranches Optionnelle 1-A et 1-B ;
- **Mission d'OPC des projets connexes au CSNE** – Tranches Optionnelles 2-A, 2-B, 2-C, 2-D, 2-E et 2-F,
- **Mission d'OPC pour la gestion des délais du projet** – Tranche Optionnelle 3.

Le prestataire titulaire du présent marché sera désigné par le terme « Titulaire ».

La description précise des prestations techniques figure au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du marché.







## ARTICLE 2. DESCRIPTION DU MARCHÉ PUBLIC

### 2.1. FORME DU MARCHÉ PUBLIC

Le présent marché est un marché de prestations intellectuelles, à tranches, conformément aux articles R2113-4 à R2113-6 du Code de la Commande Publique (CCP) et pour partie résiduelle à bons de commande.

L'article 2.2.1 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) fixe les modalités d'affermissement des tranches optionnelles.

Ce marché est un marché mixte comportant :

- une partie forfaitaire,
- et une partie à prix unitaire, sur émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R 2162-13 et R 2162-14 du CCP.

La partie forfaitaire concerne les missions relevant de la Tranche Ferme et des Tranches Optionnelles n°1-A et 1-B, 2-A à 2-F et n°3. La partie à prix unitaires à bons de commande concerne des prestations ponctuelles supplémentaires, commandées au besoin par la Maîtrise d'Ouvrage.

### 2.2. DECOUPAGE DES PRESTATIONS

#### 2.2.1. Décomposition en tranches

Les prestations telles que définies au CCTP et faisant l'objet du présent marché, sont décomposées en tranches.

Le marché est fractionné comme suit :

- ✚ une tranche ferme (**TF**) comprenant l'ensemble des prestations d'OPC inter-secteurs et interchantiers pendant la phase travaux du projet;
- ✚ une tranche optionnelle 1A (**TO1-A**) comprenant les prestations de préparation à la réalisation de la mission OPC lors de la phase de mise en eau - mise en service du CSNE,
- ✚ une tranche optionnelle 1B (**TO1-B**) comprenant les prestations d'OPC lors de la phase de mise en eau - mise en service du CSNE,
- ✚ une tranche optionnelle 2A (**TO2-A**) comprenant les prestations d'OPC avec Maitrise d'Ouvrage Tiers sur le projet du Port Intérieur de NESLES,
- ✚ une tranche optionnelle 2B (**TO2-B**) comprenant les prestations d'OPC avec Maitrise d'Ouvrage Tiers – SANEF,
- ✚ une tranche optionnelle 2C (**TO2-C**) comprenant les prestations d'OPC avec Maitrise d'Ouvrage Tiers- SNCF Réseau,
- ✚ une tranche optionnelle 2D (**TO2-D**) comprenant les prestations d'OPC avec Maitrise d'Ouvrage Tiers sur le projet du Port intérieur de Marquion,
- ✚ une tranche optionnelle 2E (**TO2-E**) comprenant les prestations d'OPC avec Maitrise d'Ouvrage Tiers sur le projet du Port intérieur de Péronne,
- ✚ une tranche optionnelle 2F (**TO2-F**) comprenant les prestations d'OPC avec Maitrise d'Ouvrage Tiers sur le projet du Port intérieur de Noyon et/ou de partenaires économiques (quai de Languevoisin),
- ✚ une tranche optionnelle 3 (**TO3**) comprenant les prestations de gestion des délais du projet.





L'affermissement des tranches optionnelles est subordonné à la notification par le Maître d'Ouvrage de la décision correspondante par Ordre de Service.

## 2.3. OPTIONS

### 2.3.1. Reconduction

Le présent marché public n'est pas reconductible.

### 2.3.2. Prestations similaires

Sans objet.

### 2.3.3. Prestations complémentaires

Dans l'hypothèse où la SCSNE envisage de commander des prestations complémentaires sur devis, la MOA se rapproche du Titulaire pour lui communiquer les caractéristiques de ses besoins. Après cette saisine, le titulaire devra communiquer au représentant du MOA une proposition comprenant :

- le délai d'exécution ;
- le livrable associé ;
- les moyens qu'il entend mobiliser (en nombre de jours par profils du B.P.U.) ;
- le prix proposé pour la prestation. Ce prix étant constitué des prix unitaires par profils figurant au BPU du marché multiplié par les quantités de jours par profils.

Après acceptation de cette proposition, un bon de commande correspondant à la prestation est adressé au titulaire par le représentant de la Maitrise d'ouvrage. En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement

## 2.4. EMISSION DE BONS DE COMMANDES

Le Titulaire peut être sollicité pour des missions supplémentaires, de façon ponctuelle et pour des besoins spécifiques. Ces missions supplémentaires font l'objet de prix unitaires définis au Bordereau des Prix Unitaires du marché.

Le Maître d'Ouvrage passe commande de ces missions par l'émission d'un bon de commande spécifique, notifié par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine.

Chaque bon de commande précise :

- les prestations et les principaux livrables à réaliser,
- le montant du bon de commande par référence au bordereau des prix unitaires,
- le délai laissé au titulaire pour formuler ses observations. Les bons de commande seront signés par une personne ayant l'habilitation à engager le Titulaire.

## 2.5. MODIFICATIONS DU MARCHÉ PUBLIC

Le marché pourra faire l'objet de modifications en application des articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la Commande Publique.

En particulier, il est précisé que toute prolongation significative de la durée du marché non imputable au Titulaire et ayant pour conséquence une augmentation manifeste du volume de prestations confié pourra faire l'objet d'un réexamen du forfait de rémunération.





Conformément à l'article R2194-3 du CCP, le montant de chaque modification prévue par les articles R2194-2 et R2194-5 ne peut être supérieur à 50% du montant initial du présent marché.

## ARTICLE 3. INTERVENANTS

### 3.1. MAITRE D'OUVRAGE

Le Maître d'Ouvrage est l'Etablissement Public Local Société du Canal Seine-Nord Europe (SCSNE). Le Représentant du Maître d'Ouvrage est le Président du Directoire de SCSNE.

Le Président du Directoire peut désigner toute personne pour le remplacer, pour suivre l'exécution des prestations du présent marché et est compétent pour passer les différents actes d'exécution (Ordre de Service, bons de commande, etc.). Il reçoit du Titulaire les pièces concrétisant l'avancement des prestations, ainsi que tous les documents permettant le règlement des prestations.

Au titre de ce marché, la Direction Technique de la SCSNE, via sa cellule dite « OPC-M » sera l'interlocuteur privilégié du Titulaire.

Dans l'ensemble du présent document, le terme "Maître d'Ouvrage" (MOA) désigne l'établissement public qui assure la maîtrise d'ouvrage du projet Canal Seine-Nord Europe.

### 3.2. EXPLOITANT VNF (OISE, AISNE, CLO, CDN, CSNE)

Les deux Directions Territoriales (DT) du Nord Pas-de-Calais et du Bassin de la Seine de l'établissement public Voies Navigables de France (VNF) sont les exploitants actuels des voies d'eau de la liaison Seine-Escaut concernées par la mise en place du nouveau CSNE, à travers un certain nombre d'unités territoriales d'itinéraire (UTI). Pour la DT Nord Pas-de-Calais, les UTI suivantes sont concernées :

1. UTI Escaut-St Quentin : inclut la partie nord du Canal du Nord,
2. UTI Deûle-Scarpe,
3. UTI Flandres-Lys.

Pour la DT Bassin de la Seine, c'est l'UTI Seine Nord qui assure l'exploitation de la partie sud du Canal du Nord, de la partie du canal de la Somme non décentralisée, du canal latéral à l'Oise, de l'Oise à l'aval du pont du Plessis-Brion et de la rivière Oise canalisée et de la rivière Aisne canalisée.

Certains travaux étant réalisés sous exploitation, les UTI concernées seront tenues informées ou associées sur l'ensemble des sujets susceptibles d'avoir des impacts sur l'exploitation des canaux existants.

VNF sera le futur exploitant de l'infrastructure CSNE.

### 3.3. ASSISTANTS AU MAITRE D'OUVRAGE

Le Maître d'Ouvrage a confié au groupement Setec / Royal Haskoning – DHV (Setec/RHDHV) les fonctions d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage générale et de Conduite des Opérations (AMO-COP) pour l'ensemble du projet.

Dans l'ensemble du marché le terme AMO-COP représente le groupement Setec/RHDHV.

L'AMO-COP assiste le Maître d'Ouvrage dans le pilotage et la gestion opérationnelle de la majorité des marchés du projet de CSNE.





### 3.4. MAÎTRISE D'ŒUVRE

La Maîtrise d'Œuvre des travaux est décomposée en secteurs géographiques, soit quatre (4) lots de maîtrises d'œuvre sectorielles (1 à 4), auxquels s'ajoutent un secteur 5, en charge des écluses et un secteur 6 en charge de la Conception et Réalisation du Pont-Canal de la Somme.

### 3.5. AUTRES INTERVENANTS

La liste complète des intervenants figure dans la documentation QSSE.

### 3.6. TITULAIRE

Le Titulaire s'engage, pour l'exécution de ses missions, à affecter le personnel prévu dans son offre, tant au niveau de la qualification que des durées d'affectation. Il consacre à l'accomplissement de ses missions le personnel compétent et suffisant nécessaire afin de respecter les délais d'exécution fixés par le présent marché et les bons de commande émis pour l'exécution des prestations ponctuelles supplémentaires.

#### 3.6.1. Changement dans la situation juridique du titulaire

Durant la période de validité du marché, le Titulaire (le mandataire et chacun des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises) est tenu de communiquer par écrit au Maître d'Ouvrage tout changement, notamment quant au statut de la société, y compris les changements d'intitulé du et/ou des comptes bancaires sur lequel/lesquels sont effectués les paiements des sommes dues au titre de l'exécution du présent marché.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le Titulaire est informé que le Maître d'Ouvrage ne saurait être tenu pour responsable des retards de toute nature et notamment de paiement des demandes de paiement (factures) présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'Acte d'Engagement, du fait de modifications intervenues au sein de la société (ou le groupement) et dont le Maître d'Ouvrage n'aurait pas eu connaissance.

En complément de l'article 3.4.2 du CCAG-PI, le Titulaire doit obligatoirement notifier au Maître d'Ouvrage toute modification ayant pour effet de substituer à la personne morale signataire du présent marché une entité juridique différente ou d'entraîner un changement de contrôle de la société. Il en est de même de tout projet de fusion en cas de cession totale ou partielle d'activité ainsi qu'en cas de redressement ou de liquidation judiciaire.

Les modifications entraînant la cession et la reprise des obligations contractuelles du marché par une personnalité juridique différente du Titulaire n'emportent pas l'accord automatique du Maître d'Ouvrage. L'accord, le cas échéant, se matérialise par la conclusion d'un avenant de transfert. Le désaccord est motivé et notifié par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine.

En complément de l'article 39.1.i) et par dérogation à l'article 39.2 du CCAG-PI en cas de modification de nature à compromettre la bonne exécution du marché, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de résilier le présent marché public sans mise en demeure préalable, par simple notification par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine.

#### 3.6.2. Personnes nommément désignées

##### 3.6.2.1 Profils clés

Conformément à l'article 3.4 du CCAG-PI, et pour faciliter la bonne exécution du marché, le Titulaire désigne au sein de l'équipe dédiée au moins une personne habilitée à le représenter pour recevoir





notification, par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine, des actes d'exécution du marché, d'éventuels avenants ou de toute autre correspondance contractuelle en lien avec le marché. Il s'agit du « **responsable du contrat** », qui est également garant, vis-à-vis du Maître d'Ouvrage, de la bonne exécution des prestations.

Le Titulaire indique par ailleurs, dans son mémoire technique et à l'Acte d'Engagement, les profils et les qualifications de la (des) personne(s) pressentie(s) pour la réalisation des prestations. En particulier, seront nommément désignés les deux (2) « profils clés », à savoir :

- pour la **direction de projet** et la gestion du contrat : le **Directeur de Projet** qui supervisera l'exécution globale du marché,
- pour la **réalisation de la prestation** : le **Chef de Projet** en charge de la coordination effective de l'équipe projet.

La personne physique représentant le Titulaire, en qualité de Directeur de Projet, responsable du bon accomplissement des missions et tâches, sera l'interlocuteur principal et privilégié pour la gestion opérationnelle des prestations. Il pourra être convoqué à toute réunion, moyennant un préavis de **trois (3) jours** ouvrés, et devra y être impérativement présent sous peine de pénalités. Il assurera un rôle transversal entre les différents intervenants du projet. Animateur de l'équipe, le Directeur de projet aura donc une fonction de généraliste et d'ensemblier. Le Directeur de Projet pourra, à titre exceptionnel, se faire représenter par le Chef de Projet.

Il devra mobiliser une équipe susceptible d'apporter les valeurs ajoutées et compléments nécessaires à la réalisation, dans les règles de l'art, de l'ensemble des prestations, en couvrant toutes les compétences attendues pour mener à bien la mission. Il fera remonter au Maître d'Ouvrage les alertes relatives à la bonne exécution du marché public et adaptera avec diligence les moyens mis en œuvre de manière à faire face à tout aléa normalement prévisible.

### 3.6.2.2 Remplacement d'un « profil clé »

Dans le cas où une des personnes nommément désignées pour un « profil clé » n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le Titulaire doit, conformément à l'article 3.4.3 du CCAG-PI :

- remettre immédiatement au Maître d'Ouvrage un avis de départ indiquant la date d'indisponibilité du personnel et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer au Maître d'Ouvrage un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception par le Maître d'Ouvrage de l'avis de départ. Le Titulaire prend à sa charge les éventuels coûts supplémentaires occasionnés par ce changement.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le Maître d'Ouvrage dispose d'un délai de **quinze (15) jours calendaires**, à compter de la réception de la proposition de remplacement, pour accepter le remplaçant proposé. En cas de non-acceptation, le Titulaire dispose, à compter de la réception de la décision du Maître d'Ouvrage, d'un nouveau délai de **quinze (15) jours calendaires** pour proposer un autre remplaçant. Si ce dernier n'est pas accepté par le Maître d'Ouvrage dans le délai de **quinze (15) jours calendaires**, à compter de la nouvelle proposition de remplacement, le Titulaire s'expose à l'application de pénalités de retard ainsi qu'à la résiliation du marché public à ses torts.

La décision de récusation prise par le Maître d'Ouvrage est motivée. Les avis, propositions et décisions du MOA sont notifiés selon les modalités fixées au présent CCAP. A défaut de proposition de remplaçant par le Titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le MOA, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 16 du présent CCAP.





En complément de l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le Titulaire encourt ainsi la résiliation du marché dans les cas suivants :

- le Titulaire ne désigne pas de remplaçant dans les délais requis à compter de l'avis de départ ou de la non acceptation du premier remplaçant proposé ;
- le Maître d'Ouvrage récuse le second remplaçant proposé.

Les pénalités de retard encourues pour non-remplacement de ces profils dans les délais prévus sont appliquées sur les acomptes du marché émis postérieurement à la date d'indisponibilité constatée du personnel « profil clé ».

### 3.6.3. Devoir de conseil

Sans préjudice des dispositions de l'article 43 du CCAG-PI - Règlement des différends entre les parties - le Titulaire est tenu, en permanence, de s'assurer des conditions d'exécution des prestations prévues par le marché.

À ce titre, il a l'obligation de signaler, dès qu'il doit en avoir connaissance, par écrit au Maître d'Ouvrage, l'existence de toute situation, quelle qu'en soit sa nature, qu'il estime non prévue au marché et qui serait susceptible d'avoir des incidences sur les délais d'exécution ou les coûts du marché et élabore avec diligence des propositions visant à en pallier les conséquences.

Les situations visées dans le présent article concernent celles qu'un entrepreneur normalement compétent ne peut méconnaître dans le cadre de l'exécution du marché.

Dans le cas où le Titulaire présenterait une demande de rémunération complémentaire consécutive à une situation qu'il n'aurait pas signalée suivant le processus décrit à cet article ou qu'il aurait signalée dans un délai de plus de quinze (15) jours à compter du moment où il aurait dû en avoir connaissance, cette demande serait rejetée pour ce seul motif.

### 3.6.4. Évolution règlementaire et normative

Dès qu'il a connaissance d'une évolution de la réglementation ou des normes pouvant avoir des incidences sur les prestations qu'il réalise et/ou sur le(s) planning(s) du projet du CSNE, le Titulaire est tenu d'en informer le Maître d'Ouvrage.

A l'appui de cette information, il devra préciser dans une note dédiée, la nature de cette évolution, la nature des incidences sur son marché et/ou le projet, notamment en termes d'impact sur le(s) planning(s), le pilotage ou la coordination du projet. La rédaction de cette note, l'analyse des conséquences et les plans d'actions pour prendre en compte cette évolution éventuelle, sont comprises dans l'offre du Titulaire.

A réception de cette note, la Maîtrise d'Ouvrage initiera, s'il y a lieu, une réunion avec le Titulaire afin d'évoquer les éventuels impacts de cette évolution sur les prestations et le marché du Titulaire.

### 3.6.5. Indépendance

Le Titulaire garantit l'**indépendance totale** de l'équipe en charge des présentes missions vis à vis de l'ensemble des cocontractants du Maître d'Ouvrage intervenant dans le projet du CSNE, il doit en toute circonstance prévenir tout cas potentiel de conflit d'intérêt au sens de l'article 11 du présent CCAP.

## 3.7. SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de ce marché public, sous réserve de l'acceptation préalable du ou des sous-traitants par le Maître d'Ouvrage et de l'agrément par lui des





conditions de paiement de chaque sous-traitant. Toutefois, la sous-traitance totale est interdite et le Titulaire reste entièrement responsable de l'exécution du marché.

En application de l'article L 2193-3 du CCP, les prestations relevant des trois profils dits « clés », tels que définis à l'article 3.6.2 du présent CCAP, sont considérées comme « **tâches essentielles** » et de fait ne peuvent faire l'objet d'une sous-traitance et sont impérativement réalisées par le Titulaire.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-PI, précisées dans le présent CCAP. Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement des contrats de sous-traitance sont établies sur la base du formulaire DC4 fourni par le Maître d'Ouvrage.

## ARTICLE 4. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ PUBLIC

Les pièces contractuelles, dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives du Maître d'Ouvrage fait foi, qui régissent la réalisation des prestations sont énumérées ci-dessous. Le Titulaire déclare en avoir pris connaissance et accepter, sans réserve et sans modification, toutes les clauses qu'elles comportent.

### 4.1. ORDRE DE PRIORITE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, le présent marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

N°	Intitulé
1	L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par mise au point ou par modification.
2	Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dans la version résultant de la mise au point du marché ou de ses dernières modifications éventuelles.
3	<p>Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes, dans la version résultant de la mise au point du marché ou de ses dernières modifications éventuelles.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— annexe 1 – VNF Note relative aux tests à conduire par l'exploitant pendant la phase de marché à blanc</li> <li>— annexe 2 – CSNE Présentation de la Maîtrise des interfaces</li> <li>— annexe 3 - Tableau des principaux jalons d'interfaces temporelles – S2/S5</li> <li>— annexe 4 - Tableau des principaux jalons d'interfaces temporelles – S3/S4</li> <li>— annexe 5 - Tableau des principaux jalons d'interfaces temporelles – S3/S5</li> <li>— annexe 6 - Tableau des principaux jalons d'interfaces temporelles - S4/S5</li> <li>— annexe 7 – Note décrivant la procédure de 1ere mise en eau – sous la référence ONE2-M042-T-B-GETM-INTF-CANAL-NOTE-0002-00-A,</li> <li>— annexe 8 – Note décrivant la procédure de 1ere mise en eau – Annexe 1 – planning sous la référence ONE2-M042-T-B-GETM-INTF-CANAL-NOTE-0002-01,</li> <li>- annexe 9 - Planning de niveau 3 du Secteur 1– sous la référence SETE-M001-1-C-GPRJ-DELA-SECT1-PLA3-2405-00-A,</li> </ul>





	<ul style="list-style-type: none"> <li>- annexe 10 - Planning de niveau 3 du Secteur 2 – sous la référence SETE-M001-2-B-GPRJ-DELA-SECT2-PLA3-2405-00-A</li> <li>- annexe 11 - Planning de niveau 3 du Secteur 3 – sous la référence SETE-M001-3-B-GPRJ-DELA-SECT3-PLA3-2405-00-A,</li> <li>- annexe 12 - Planning de niveau 3 du Secteur 4 – sous la référence SETE-M001-4-B-GPRJ-DELA-SECT4-PLA3-2405-00-A,</li> <li>- annexe 13 – Planning de niveau 3 du Secteur 5 – sous la référence SETE-M001-5-B-GPRJ-DELA-ECLUS-PLA3-2405-00-A,</li> <li>- annexe 14 - Planning de niveau 3 du Secteur 6 – sous la référence SETE-M001-6-B-GPRJ-DELA-PCS__-PLA3-2405-00-A,</li> <li>- annexe 15 – Planning des interfaces par barrage – sous la référence SETE-M001-T-B-GPLN-INTF-SC234-TABD-0001-06-A_scénario 5</li> <li>- annexe 16 – Planning Directeur du projet</li> </ul>
4	<p>Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles - Arrêté du 30 mars 2021 – dans sa dernière version en vigueur (CCAG-PI).</p> <p>Le CCAG relatif aux marchés publics de prestations intellectuelles est une pièce contractuelle. Il n'est pas matériellement joint aux pièces du dossier de consultation mais il est disponible sur le site internet suivant : <a href="http://www.legifrance.gouv.fr/">http://www.legifrance.gouv.fr/</a></p>
5	<p>Les Bordereaux des Prix Forfaitaires et les Décompositions du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) associées.</p> <p>Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).</p>
6	<p>La documentation du système qualité sécurité santé et environnement (QSSE) dans sa <b>dernière version à jour</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Procédure de gestion des délais – sous la référence : CSNE-M001-T-B-QSSE-DELA-CSNE_-PRCD-0008-00</li> <li>▪ Procédure de gestion des risques et des opportunités - sous la référence : CSNE-M001-T-B-QSSE-RISQ-CSNE_-PRCD-0009-00</li> <li>▪ Procédure de gestion des coûts – sous la référence : SETE-M001-T-B-QSSE-COUT-CSNE_-PRCD-0001-00</li> <li>▪ Procédure de gestion des interfaces – sous la référence : SETE-M001-T-B-QSSE-INTF-CSNE_-PRCD-0001-00</li> <li>▪ Procédure de maîtrise de la mise en service du CSNE – sous la référence : CSNE-M001-T-D-QSSE-GENE-CSNE_PRC-0001-01</li> </ul> <p>Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre l'ensemble de la documentation qualité ci-dessus ainsi que ses compléments et mises à jour ultérieures.</p>
8	<p>Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.</p>
9	<p>Tout ou partie du mémoire technique du soumissionnaire</p>

Le Chronogramme des ressources n'est pas contractuel. Ce document ne servant qu'à l'appréciation des offres en phase de consultation.





## 4.2. NOTIFICATION – PIÈCES À REMETTRE AU TITULAIRE

La notification du marché se fait par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine.

La notification comprend une copie, délivrée sans frais par le Maître d'Ouvrage au Titulaire, de l'Acte d'Engagement et des autres pièces constitutives du marché à l'exception du CCAG-PI, et plus généralement, de toutes pièces ayant fait l'objet d'une publication officielle.

## ARTICLE 5. DUREE DU MARCHÉ PUBLIC ET DELAIS D'EXECUTION

### 5.1. DECOMPOSITION EN PHASES DU PROJET CANAL SEINE-NORD EUROPE

On distingue quatre phases techniques pour la réalisation du Canal Seine-Nord Europe :

1. **Phase A** : phase d'élaboration du programme, de préparation des marchés de Maîtrise d'Œuvre, des marchés en conception réalisation ;
2. **Phase B** : phase de conception et de préparation des marchés de travaux ;
3. **Phase C** : phase de réalisation et de réception des travaux ;
4. **Phase D** : phase de marche à blanc, de mise en service et début d'exploitation.

Les prestations du présent marché sont à réaliser durant les phases B, C et D du projet.

### 5.2. DUREE DU MARCHÉ PUBLIC

Le marché est conclu pour une durée maximale de **cent huit (108) mois**.

L'émission des bons de commande pour les prestations relevant du Bordereau des Prix Unitaires, ne peut se faire que pendant la durée de validité du présent marché. L'exécution des bons de commande peut quant à elle, se prolonger au-delà de la durée du marché, dans le cadre du délai d'exécution prévu au(x) bon(s) de commande concerné(s).

A titre purement d'information, la Maîtrise d'Ouvrage précise que la phase d'essais de mise en service et de première période d'exploitation est prévue à ce jour, sur une durée estimée à trois (3) ans (soit 36 mois).

Cette durée d'exécution prévisionnelle comprend les délais d'affermissement des tranches et tient compte d'éventuelles périodes de recouvrement de celles-ci.

### 5.3. DELAIS D'EXECUTION DES TRANCHES

Les différentes tranches du marché portent les délais d'exécution prévisionnels suivants :

- ✚ la tranche ferme (TF) d'une **durée totale prévisionnelle** de quatre-vingt-quatre **(84) mois**
- ✚ la tranche optionnelle 1A (TO1-A) d'une **durée totale prévisionnelle** de six **(6) mois**,
- ✚ la tranche optionnelle 1B (TO1-B) d'une **durée totale prévisionnelle** de vingt-quatre **(24) mois**
- ✚ la tranche optionnelle 2A (TO2-A) d'une **durée totale prévisionnelle** de trente-six **(36) mois**,
- ✚ la tranche optionnelle 2B (TO2-B) d'une **durée totale prévisionnelle** de vingt-quatre **(24) mois**,



- ✚ la tranche optionnelle 2C (TO2-C) d'une **durée totale prévisionnelle** de cinquante-quatre **(54) mois**,
- ✚ la tranche optionnelle 2D (TO2-D) d'une **durée totale prévisionnelle** de trente-six **(36) mois**,
- ✚ la tranche optionnelle 2E (TO2-E) d'une **durée totale prévisionnelle** de trente-six **(36) mois**,
- ✚ la tranche optionnelle 2F (TO2-F) d'une **durée totale prévisionnelle** de trente **(30) mois**,
- ✚ la tranche optionnelle 3 (TO3) d'une **durée totale prévisionnelle** de quatre-vingt-un **(81) mois**.

L'affermissement des tranches optionnelles est subordonné à la notification par le Maître d'Ouvrage de la décision correspondante, par Ordre de Service.

Le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'affermir :

- les Tranches Optionnelles 1-A et 1-B au cours de la réalisation de la Tranche Ferme,
- les Tranches Optionnelles 2A, B, C, D, E et F (TO2-A, TOE-B, TO2-C, TO2-D, TO2-E, TO2-F) au cours de la réalisation de la Tranche Ferme (TF) et des Tranches Optionnelles 1-A et 1-B,
- la Tranche Optionnelle 3 (TO3) pourra être affermie dès la notification du marché, ou au cours de la réalisation de la Tranche Ferme et/ou de la Tranche Optionnelle 1-B.

Le Titulaire est tenu d'affecter tous les moyens nécessaires afin de répondre à ces éventualités, sans supplément de rémunération.

Tout affermissement tardif au regard des délais cités ci-dessus, ou toute absence d'affermissement d'une ou plusieurs tranches optionnelles n'ouvre pas droit à une indemnité de dédit ou d'attente pour le titulaire.

En cas de chevauchement des différentes tranches, les délais précisés à l'Acte d'Engagement et au présent CCAP ne sont pas modifiés.

## 5.4. DEMARRAGE DES MISSIONS RELEVANT DES TRANCHES OPTIONNELLES

Les prestations relevant des Tranches Optionnelles (1-A, 1-B, 2-A, 2-B, 2-C, 2-D, 2-E, 2-F, 3) commencent à courir à compter de l'affermissement de chacune par la Maîtrise d'Ouvrage par ordre de service. Celui-ci est envoyé par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine.

Par dérogation à l'article 13.2.3 du CCAG-PI, en cas d'inachèvement des prestations à la date limite de validité du marché, le délai d'exécution des prestations relevant d'un Ordre de service spécifique expire à la date limite de validité indiqué sur celui-ci.

## 5.5. PROLONGATION OU SUSPENSION DES DELAIS D'EXECUTION

### 5.5.1. Prolongation des délais d'exécution

Les stipulations de l'article 13.3 du CCAG-PI sont applicables au présent marché public.

La prolongation des délais d'exécution s'effectue par Ordre de service envoyé par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine.

En complément de l'article 13.3 du CCAG-PI, le Maître d'Ouvrage se réserve la faculté de prolonger les délais d'exécution, de sa propre initiative ou suivant la demande du Titulaire, dans les cas suivants, pour autant que les retards ne trouvent pas leur origine dans un manquement du Titulaire :

- modifications techniques demandées par le Maître d'Ouvrage ;

- retard dans l'exécution d'opérations préliminaires à la charge du Maître d'Ouvrage ou retard pris par un cocontractant du Maître d'Ouvrage au titre d'un autre marché et impliquant la remise de livrables nécessaires à l'exécution de la mission du Titulaire ;
- retard du fait d'une décision ministérielle ou administrative impactant le planning général du projet ou en cas d'intervention de commissions extérieures aux instances du Maître d'Ouvrage ;
- survenance de difficultés imprévues au cours de l'exécution des prestations ;
- Suspension des prestations (article 5.5.2 infra).

En dehors de l'hypothèse du retard du fait d'une décision ministérielle, le Titulaire devra démontrer au Maître d'Ouvrage qu'il a accompli ses meilleurs efforts pour éviter ou minimiser le retard induit.

La prolongation du délai ne peut avoir pour effet de prolonger la durée globale prévisionnelle du présent marché public.

## 5.5.2. Suspension de l'exécution des prestations

### 5.5.2.1 Suspension des prestations

Le Maître d'Ouvrage pourra décider de la suspension des prestations, entraînant prolongation des délais d'exécution sans exigibilité des pénalités de retard, en cas d'évènement impactant le projet du CSNE dans son ensemble, notamment en cas d'aléas imprévisibles et, de manière générale, en cas de force majeure. Dans un tel cas il sera fait application de l'article 24.2 du CCAG-PI.

La décision de suspension des prestations est prononcée par ordre de service notifié au Titulaire. La reprise de l'exécution des prestations sera également prononcée par ordre de service notifié au Titulaire.

### 5.5.2.2 Autres cas de suspension de l'exécution du marché

En complément de l'article 13 du CCAG-PI, le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations.

En particulier, conformément à l'article 22 du CCAG-PI, le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des tranches définies à l'article 5.3 du présent CCAP.

La décision de suspension sera prononcée par Ordre de Service notifié au Titulaire. La reprise de l'exécution des prestations sera également prononcée par Ordre de Service notifié au Titulaire.

Dans tous les cas autres que ceux visés ci-dessus, la suspension ou la reprise des prestations intervient **deux (2) semaines** après la réception de la notification de l'ordre de service par le Titulaire, sauf accord entre les parties sur la durée du préavis.

Le délai de suspension ne sera pas pris en compte dans la computation des délais d'exécution. Cette suspension ne peut cependant avoir pour effet de prolonger la durée globale prévisionnelle du présent marché public.

Cette suspension ne donne lieu à aucun paiement ni au versement d'aucune indemnité.

## ARTICLE 6. MODALITES D'EXECUTION

### 6.1. LIEUX D'EXECUTION DE LA PRESTATION

Le Titulaire exécutera ses missions dans les locaux de la SCSNE ainsi que sur les différents sites du projet.

Le Titulaire veillera notamment à ce que son personnel respecte les prescriptions d'hygiène et de sécurité applicables au sein des locaux et sur les chantiers dans lesquels il sera amené à intervenir. En cas de non-



respect de ces prescriptions, la SCSNE se réserve le droit, à tout moment et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du Titulaire et/ou de lui refuser l'accès aux locaux.

## 6.2. DONNEES D'ENTREE

La Société du Canal Seine-Nord Europe fournit au Titulaire l'ensemble des données d'entrée nécessaires dont elle dispose, pour l'exécution de ses prestations.

## 6.3. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

### 6.3.1. OBLIGATIONS GENERALES

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché public et répondre en tous points aux prescriptions du CCTP et autres documents annexés au présent marché. Le Titulaire prête son concours en qualité de prestataire de service agissant sous l'autorité, et selon les directives définies par le Maître d'Ouvrage et plus particulièrement :

- le Titulaire s'assure que ses sous-traitants prennent bien en compte les exigences du Maître d'Ouvrage tout en respectant les clauses impératives de confidentialité relatives au projet CSNE ;
- il coordonne l'action de ses sous-traitants de manière à présenter des dossiers cohérents et homogènes ;
- le Titulaire est tenu de remettre gratuitement en format numérique les fichiers sources qui ont permis l'édition du rendu en format papier ou informatique non reproductible ;
- d'un point de vue général les fichiers transmis devront être exploitables avec le SIG du projet,
- des documents devront être transmis sur la plateforme collaborative mise en place par le Maître d'Ouvrage.

Le Titulaire avise, dans les délais les plus brefs, le Maître d'Ouvrage de toute difficulté survenant dans l'exécution de ses missions et élabore avec diligence des propositions visant à y pallier. Il est tenu à une obligation de résultat s'agissant des aléas normalement prévisibles et peut être amené à renforcer ses moyens en conséquence.

De même il est soumis à un devoir d'alerte s'agissant de toute difficulté rencontrée impactant le bon déroulement du projet et son planning prévisionnel d'exécution.

Au-delà des textes de référence visés par le CCTP, le Titulaire garantit que la forme et le contenu des documents remis sont conformes aux textes législatifs et réglementaires, circulaires, normes en vigueur. Dans le cas où la réglementation viendrait à évoluer, le Titulaire a l'obligation de réaliser ses documents selon les nouvelles spécifications en cours au moment de la transmission de ces dossiers.

### 6.3.2. OBLIGATIONS PARTICULIERES

Le Titulaire s'engage à respecter l'ensemble de la réglementation en vigueur dans le cadre de l'exécution des prestations, conformément aux règles de l'art et aux sujétions du CCTP et de tout autre document annexé au présent marché.

#### 6.3.2.1 Sécurité et protection des travailleurs

Conformément à l'article 6 du CCAG-PI, le Titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail de ses salariés.





Conformément aux articles L.4531-1 au 4532-18 du Code du Travail relatifs à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, le Titulaire doit travailler en liaison avec le coordonnateur "sécurité et protection de la santé" retenu par le Maître d'Ouvrage, notamment, suivant ce que prévoit son contrat, pour ce qui concerne la participation à la définition des mesures d'organisation générale nécessaire à l'élaboration du Plan Général de Coordination SPS, la mise en place de mesures de planification, de coordination et de pilotage des entreprises respectant les principes généraux de prévention et les dispositions particulières définies par le coordonnateur « sécurité et protection de la santé ».

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au Maître d'Ouvrage.

### 6.3.2.2 Lutte contre le travail dissimulé

Le Titulaire s'engage à respecter l'ensemble de la réglementation en vigueur dans le cadre de l'exécution des prestations, conformément aux sujétions du CCTP et de tout autre document annexé au présent marché.

Le Titulaire et ses sous-traitants produisent l'ensemble des documents requis par la législation de lutte contre le travail dissimulé, sans qu'il soit besoin pour le Maître d'Ouvrage de formuler une demande expresse. En l'absence de présentation spontanée, le Titulaire est tenu de répondre dans le délai de quinze (15) jours suivant réception de la demande du Maître d'Ouvrage adressée par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine. À défaut de transmission dans ce délai, le Titulaire s'expose à une pénalité définie ci-après. Par ailleurs, tout refus de produire ces pièces, après mise en demeure restée infructueuse, pourra conduire le Maître d'Ouvrage à résilier l'accord-cadre aux torts exclusifs du Titulaire.

Il est entendu qu'en cas de groupement d'entreprises, chacun des cotraitants est tenu au respect de ces mêmes obligations, le Mandataire étant, pour sa part, responsable de la transmission des pièces justificatives au Maître d'Ouvrage.

Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du marché.

En cas de détachement de personnel, le Titulaire ou ses sous-traitants ont l'obligation d'effectuer une déclaration préalable de détachement à l'Inspection du Travail et de désigner un représentant sur le territoire national chargé d'assurer la liaison avec les agents de l'Inspection du Travail pendant la durée des prestations. La copie de cette déclaration est jointe au registre unique du personnel qui accueille les salariés détachés ainsi qu'à l'enregistrement exhaustif du personnel susmentionné. Le Maître d'Ouvrage peut exiger à tout moment du Titulaire que ce document lui soit remis.

En cas de manquement à ces obligations, le Titulaire se verra appliquer les pénalités définies à l'article 8.6 ci-après.

Toute irrégularité signalée au Maître d'Ouvrage ou dont celui-ci prendrait connaissance quant à la situation des salariés détachés (article L.1261-1 et suivants du Code du travail) ou en matière de travail illégal (article L.8211-1 et suivants du Code du travail) est suivie d'une injonction de régularisation qui, si elle n'est pas suivie d'effet dans les délais fixés par la réglementation en vigueur, expose le Titulaire à une ou des pénalités définies à l'article 8.6 du présent CCAP par travailleur en situation irrégulière jusqu'à ce que la situation du ou des travailleur(s) concerné(s) soit régularisée.

Au-delà du montant de pénalité défini au même article 8.6, le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts exclusifs du Titulaire.





De plus, et quand bien même le plafond de pénalités défini à l'article 8.6 du présent CCAP, ne serait pas atteint, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de résilier le présent marché aux torts exclusifs du Titulaire, afin d'éviter toute situation dans laquelle sa responsabilité pourrait être mise en jeu de manière solidaire en application des dispositions du Code du Travail.

## 6.4. ÉMISSION ET FORMES DES BONS DE COMMANDE

Il est prévu au marché des prestations ponctuelles, mises en œuvre au moyen de bons de commandes émis par le Maître d'Ouvrage à la survenance du besoin.

Les bons de commande sont adressés au Titulaire et comportent les éléments suivants :

- les références du marché,
- le numéro du bon de commande,
- l'adresse de facturation,
- la date de la commande,
- le numéro de l'engagement juridique (EJ) correspondant au bon de commande considéré,
- l'objet détaillé de la commande : nature et description exacte des prestations à réaliser par référence au BPU,
- le(s) prix concerné(s) pour chaque prestation ainsi que les éventuelles quantités associées,
- le(s) délai(s) d'exécution : délais partiels, délai global d'exécution par référence aux dispositions du présent marché,
- le montant du bon de commande H.T., le montant de la TVA et le montant T.T.C.,
- les sujétions particulières liées à l'exécution : lieu(x) d'exécution, toutes mentions et précisions utiles à la bonne compréhension de la commande.

Le montant de la commande est toujours calculé par le Maître d'Ouvrage à l'aide des prix référencés au BPU.

Cependant il appartient au Titulaire, au titre de son devoir d'alerte et de conseil, de signaler tout besoin nécessaire à la bonne exécution du marché et au bon déroulement du projet dans son ensemble qu'il pourrait constater au-delà des commandes émises par le Maître d'Ouvrage.

La personne habilitée à signer les bons de commande et chargée de suivre l'exécution des prestations du présent marché est le Président du Directoire de SCSNE ou toute personne ayant reçu délégation.

Les bons de commande peuvent être adressés pendant les jours et heures ouvrés, du lundi au vendredi, par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine.

Un bon de commande émis peut être annulé par la notification d'un ordre de service indiquant cette annulation. Le Titulaire sera uniquement rémunéré pour la part des prestations effectivement réalisées, sous réserve de produire les justificatifs correspondants, et ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-PI., à la réception du bon de commande le Titulaire peut formuler dans un délai de sept (7) jours calendaires des observations sur l'exécution des prestations commandées ou les délais accordés, sous peine de forclusion. Ces réserves ne peuvent en aucun cas permettre au Titulaire de ne pas exécuter les prestations.





## 6.5. MODIFICATION DE CARACTERE TECHNIQUE EN COURS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

En application de l'article 23 du CCAG-PI, pendant l'exécution du marché, le Maître d'Ouvrage peut prescrire au Titulaire des prestations supplémentaire ou modificatives ou accepter les modifications qu'il propose. La décision du Maître d'Ouvrage est notifiée par Ordre de Service au Titulaire qui l'exécute. Celui-ci présente ses observations éventuelles dans un délai de quinze (15) jours.

En complément à l'article 23.2 du CCAG-PI, il revient au Titulaire de démontrer l'existence d'une incidence financière et/ou d'une modification des délais de réalisation. Il dispose à cet effet d'un délai d'**un (1) mois** à compter de la notification de la décision du Maître d'Ouvrage prescrivant ou acceptant les modifications, à moins que cette décision n'ait spécifié un délai différent. A l'issue de ce délai et en l'absence de réponse du Titulaire, la modification sera considérée comme n'entraînant pas d'incidence financière et/ou de de planning.

## 6.6. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

### 6.6.1. Operations de vérification

Les opérations de vérification quantitative et qualitative des prestations fournies par le Titulaire répondent aux exigences de l'article 28 du CCAG-PI.

Cependant, par dérogation aux articles 28.4.2 et 28.5 du CCAG-PI :

- le Titulaire est dispensé d'aviser le Maître d'Ouvrage de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications ;
- le Maître d'Ouvrage est dispensé d'aviser le Titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications et l'absence du Titulaire ne fait jamais obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérification.

En outre, par dérogation à l'article 29 du CCAG-PI, l'absence de notification de la décision expresse du Maître d'Ouvrage n'entraîne pas approbation tacite des prestations. Au terme du délai prévu pour réaliser les opérations de vérification, le Titulaire saisit le Maître d'Ouvrage afin de connaître sa décision. En l'absence de réponse de sa part ou s'il indique ne pas avoir pu vérifier les prestations, dans le délai imparti, le Maître d'Ouvrage dispose alors d'un nouveau délai d'un (1) mois à compter de la saisine du Titulaire pour se prononcer. Au terme de ce nouveau délai le silence du Maître d'Ouvrage vaut acceptation des prestations.

### 6.6.2. Réception, ajournement, réfaction et rejet des prestations

Les opérations d'admission, d'ajournement, de réfaction et de rejet des prestations fournies par le Titulaire répondent aux exigences de l'article 29 du CCAG-PI. Toutefois, et par dérogation respectivement aux articles 29.2.1 et 29.4.3 du CCAG-PI, en cas d'ajournement ou de rejet, le Titulaire est tenu de présenter à nouveau les prestations au Maître d'Ouvrage dans le délai fixé par ce dernier dans sa décision d'ajournement ou de rejet.

Tout contrôle des prestations, opéré en cours d'exécution de celles-ci donne lieu à un avis provisoire et ne préjuge en rien de la décision qui sera prise quant à la réception définitive.

Les prestations donnant lieu à délai partiel peuvent faire l'objet de réception partielle, ainsi que toute prestation assortie d'un délai d'exécution propre.







## 6.7. CLAUSE D'AUDIT

La Société du Canal Seine-Nord Europe (SCSNE) bénéficie d'un financement de la Commission Européenne au titre du « Mécanisme d'Interconnexion en Europe » (MIE). Conformément à l'article II.9.1 de l'accord de financement, la SCSNE doit veiller à ce que l'Innovation and Networks Executive Agency (INEA), la Commission Européenne, l'Office européen de lutte antifraude et la Cour des comptes européenne puissent exercer, envers les Titulaires des marchés conclus par la SCSNE, les droits en matière de contrôles financiers et d'audits que leur confère l'article II.27 de ce même accord de financement.

Il est précisé que, conformément à l'article 24, paragraphe 2 du règlement MIE, ces contrôles financiers et d'audits concernent, en cas de groupement, chacun des co-traitants de celui-ci, ainsi que l'ensemble des sous-traitants.

Les organismes de l'Union Européenne susmentionnés peuvent effectuer ces contrôles financiers et audits, tant à distance que sur place. Les entreprises concernées sont tenues de faire preuve de la plus grande diligence pour répondre aux éventuelles sollicitations de ces organismes, leur transmettre l'ensemble des informations et documents demandés et, le cas échéant, les accueillir dans les meilleures conditions.

Les informations et les documents fournis dans le cadre de ces contrôles financiers et audits sont traités de manière confidentielle par les organismes de l'Union Européenne.

## ARTICLE 7. MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX

### 7.1. NATURE DES PRIX – TVA – UNITE MONETAIRE

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont réglées proportionnellement à leur niveau d'avancement, par application de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) afférente.

Le forfait rémunère l'ensemble des prestations indispensables à la réalisation des missions confiées au Titulaire telles qu'elles sont définies au CCTP et dans les autres documents annexés au présent marché. Il est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le prix global et forfaitaire rémunère l'ensemble des prestations indépendamment des quantités réellement mises en œuvre pour les réaliser et, en particulier, du temps passé pour aboutir au respect des obligations conformément aux spécifications du présent marché. La DPGF indique la décomposition prévisionnelle des temps passés. Les quantités inscrites dans cette DPGF n'ont pas de caractère contractuel et ne représentent en aucun cas la limite supérieure des prestations dues par le Titulaire.

Seuls les prix globaux et forfaitaires indiqués à l'article 2 de l'Acte d'Engagement ainsi que les prix inscrits aux Bordereaux des prix unitaires ont un caractère contractuel, tout comme les décompositions par tranches et éléments de mission. Cependant toute évolution significative de la durée du marché ou de ses tranches peut donner lieu à réexamen des conditions financières du présent marché.

Sauf dispositions contraires, les prix et montants figurant dans le marché sont exprimés hors TVA. Les montants sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de comptes du marché est l'euro. Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.







## 7.2. CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais, charges, fournitures, matériels et sujétions du Titulaire.

À ce titre, conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-PI, les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation et doivent être établis en tenant compte de toutes sujétions et de tous les frais directs ou indirects impliqués par la réalisation parfaite de l'objet du marché.

Les prix auxquels il est fait référence à l'Acte d'Engagement comprennent toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations décrites dans le CCTP et les autres documents annexés au présent marché et autres prestations permettant d'atteindre les objectifs fixés.

Notamment, à titre indicatif et non exhaustif, sont réputés inclus dans les prix du marché :

- les différentes réunions, la préparation de celles-ci et l'établissement des compte-rendu de réunions,
- les frais liés à l'obtention des différentes autorisations nécessaires,
- les documents et livrables exigés et les frais de reprographie afférents,
- les frais de déplacements, de restauration et de logement (en France et éventuellement à l'étranger),
- les frais générés par le respect des exigences détaillées à l'article 14 ci-dessous et relatives à la protection des données à caractère personnel,
- les frais afférents à l'application de l'article 17.4 du CCAG-PI,
- les frais généraux, marges pour risque et bénéfices.

Le Titulaire, en tant que professionnel averti, doit tenir compte, dans l'établissement de son offre financière, des aléas et sujétions normalement prévisibles susceptibles d'être rencontrés en cours d'exécution. Les prix couvrent ainsi l'intégralité des prestations nécessaires pour mener les missions à bonne fin, dans les circonstances de complexité, de temps, de lieu et de délai des opérations que le Titulaire est réputé connaître. Ils comprennent la participation active aux réunions décrites au CCTP et/ou dans tout autre document annexé au présent marché, leur préparation, ainsi que l'ensemble des frais de mission qui seront engagés par l'équipe du Titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché public.

## 7.3. REPARTITION DES PAIEMENTS

L'Acte d'Engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à :

- l'entreprise Titulaire et à ses sous-traitants,
- en cas de groupement, à l'entreprise mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

## 7.4. VARIATION DES PRIX

### 7.4.1. Mois d'établissement des prix

Conformément à l'article 10.2.4 du CCAG-PI, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du **mois de remise des offres finales**. Ce mois est appelé "Mois zéro" (**Mo**).

En cas d'introduction d'un nouveau prix par avenant, ce prix est réputé établi en valeur Mo. Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de ramener le montant proposé par le Titulaire aux conditions économiques du mois de référence Mo.





## 7.4.2. Choix de l'indice de référence

L'indice de référence choisi pour la révision des prix est :

ING

Les indices sont publiés sur le site à l'adresse suivante : <https://www.insee.fr/>

## 7.4.3. Modalités de révision des prix

Les prix sont révisables, à la hausse comme à la baisse, au mois anniversaire de chaque période annuelle à compter du mois Mo d'établissement des prix, par application du coefficient  $C_n$  défini selon la formule suivante :

$$C_n = 0,15 + 0,85 (I_n / I_o)$$

où :

- $C_n$  = Coefficient de révision applicable pour le calcul d'un acompte ou du solde au mois n ;
- $I_o$  = Valeur de l'indice de référence I prise au mois d'établissement des prix Mo ;
- $I_n$  = Moyenne des 12 dernières valeurs connues de l'indice de référence I au mois anniversaire de la période annuelle de révision des prix.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG-PI, lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec au maximum deux décimales. Pour chacun des calculs, les arrondis seront traités de la manière suivante :

- si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut).
- si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

## 7.5. PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS

### 7.5.1. Désignation des sous-traitant(s) en cours d'exécution

Tous les sous-traitants, quel que soit leur rang, doivent être présentés à l'agrément du Maître d'Ouvrage dans un délai de **vingt et un (21) jours** avant toute intervention. Ce délai pourra être réduit en cas d'urgence, sur accord préalable du Maître d'Ouvrage et sous réserve que ladite situation n'ait pas pour origine un quelconque manquement du Titulaire.

En tout état de cause, les sous-traitants doivent avoir été acceptés et leurs conditions de paiement doivent impérativement avoir été agréées par le Maître d'Ouvrage avant toute intervention. En cas de non-respect du délai de désignation des sous-traitants au Maître d'Ouvrage ou d'intervention de sous-traitants non agréés, le Titulaire encourt la résiliation du marché.

Conformément à l'article R2193-1 du CCP, l'acte spécial précise les éléments suivants :

- la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale, l'adresse du sous-traitant proposé,
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct à chaque sous-traitant,
- les conditions de paiement et, le cas échéant, les modalités de variation des prix,
- le cas échéant, les capacités professionnelles et financières de chaque sous-traitant.



Par ailleurs, le Titulaire devra remettre une attestation du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner. Il devra également établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant, conformément à l'article R2193-3 du CCP. Toutes les pièces relatives à la déclaration et aux paiements des sous-traitants, transmises par le Titulaire au Maître d'Ouvrage, doivent être établies en euros.

Il est rappelé que le Titulaire, donneur d'ordre, a l'obligation d'exiger de l'ensemble de ses sous-traitants les mêmes attestations et documents que ceux évoqués à l'article 6.3.2.2 « Lutte contre le travail dissimulé ». Le Maître d'Ouvrage peut exiger du Titulaire que ces documents lui soient remis.

Au terme de son intervention, chaque sous-traitant mobilisé doit émettre un quitus par lequel il reconnaît avoir reçu paiement de l'intégralité des sommes correspondant aux travaux et prestations associées réalisés par ses soins, ceci ayant pour effet d'éteindre toute possibilité de demande de paiement direct à l'égard du Maître d'Ouvrage.

Conformément à l'article 7.5.2.2 ci-dessous, le projet de décompte final du marché public doit être accompagné de l'ensemble des quitus des sous-traitants directs.

## 7.5.2. Modalités de paiement direct par virements

### 7.5.2.1 Modalités de règlement des comptes des cotraitants

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des cotraitants, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues à l'annexe 3 de l'Acte d'Engagement, éventuellement mise à jour.

### 7.5.2.2 Modalités de règlement des comptes des sous-traitants

- Pour les sous-traitants, le Titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le Maître d'Ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans le prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.
- Pour les sous-traitants d'un membre du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des cotraitants qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le Maître d'Ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.
- Si le signataire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le Mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.
- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du Maître d'Ouvrage au Titulaire, conformément aux dispositions de l'article R2193-11 du CCP.
- Le Titulaire doit faire part de son accord (« Bon pour accord ») ou refus dans les quinze (15) jours à compter de la signature de l'accusé réception, ou du récépissé de la demande de paiement du sous-traitant ou du dépôt sur le portail CHORUS PRO, au sous-traitant et au Maître d'Ouvrage.
- Par ailleurs, le sous-traitant adresse également au Maître d'Ouvrage sa demande de paiement, les factures correspondantes, l'accusé réception du récépissé prouvant que le Titulaire a bien reçu sa demande de paiement ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou non réclamé.
- Le Maître d'Ouvrage adresse au Titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le Maître d'Ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans un délai ne pouvant excéder trente (30) jours à compter de la réception par le Maître d'Ouvrage de l'accord, total ou partiel, du Titulaire sur la demande de paiement, ou de l'expiration du délai de quinze (15) jours en cas de silence du



Titulaire, ou encore de la réception par le Maître d'Ouvrage de l'accusé réception ou du récépissé mentionnés aux dispositions ci-dessus.

Le Maître d'Ouvrage informe le Titulaire des paiements qu'il effectue au(x) sous-traitant(s).

## 7.6. REGLEMENT DES COMPTES AU TITULAIRE

### 7.6.1. Établissement des acomptes et des demandes de paiement (factures)

#### 7.6.1.1 Généralités

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte. Il est déterminé à partir des montants figurant à la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et/ou du bordereau des prix unitaires (BPU) auxquels sont associés des quantités, et en accord avec les dispositions prévues ci-après.

En application de l'article R2191-20 du CCP, les prestations réceptionnées et celles qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit au versement d'acomptes périodiques.

Le versement de l'acompte est subordonné à la vérification préalable, par le Maître d'Ouvrage, de l'avancement de la prestation effectuée.

#### 7.6.1.2 Périodicité des acomptes

L'intervalle séparant deux acomptes successifs sera de **deux (2) mois** sauf possibilité pour le Titulaire de demander le bénéfice de l'article R2191-22 du CCP ouvert aux petites ou moyennes entreprises, aux artisans, aux sociétés coopératives de production, aux groupements de producteurs agricoles, aux sociétés coopératives d'artisans, aux sociétés coopératives d'artistes et aux entreprises adaptées et ramener cet intervalle à un mois.

Les éléments de mission identifiés aux Bordereaux des Prix forfaitaires et aux DPGF associées, sont rémunérés à l'avancement à concurrence de 97% et 3% à la réception de la totalité des prestations prévues au titre de la tranche concernée.

Les éléments de mission identifiés au BPU sont rémunérés à l'avancement à concurrence de 97% et 3% à la réception de la totalité des prestations prévues au titre du bon de commande concerné.

#### 7.6.1.3 Projet de facturation – Descriptif des prestations effectuées

En complément de l'article 11.2 du CCAG-PI, les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application :

- du prix global et forfaitaire de chaque tranche, dont les décompositions figurent aux DPGF de chaque tranche, annexées à l'Acte d'Engagement,
- et des éventuels prix unitaires commandés au besoin.

Le cas échéant, pour procéder au paiement, les prestations sont rémunérées sur la base d'un pourcentage d'avancement proposé par le Titulaire.

Les projets de facturation sont établis par le Titulaire sur la base d'un modèle approuvé par le Maître d'Ouvrage. Ces projets de facturation contiennent, pour chaque acompte, les points suivants :

1. le nom, l'adresse, le n° SIRET et les coordonnées bancaires du Titulaire tels que ces éléments figurent à l'Acte d'engagement,
2. les références du marché (numéro et date de notification) et, le cas échéant, du bon de commande,
3. le numéro de l'engagement juridique (EJ) correspondant au bon de commande du marché,



4. les prestations effectuées par le Titulaire pour la période considérée au titre de l'acompte,
5. le cas échéant, le montant H.T. en prix de base de l'avance,
6. l'évaluation du montant H.T., en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées au cours de la période considérée au titre de l'acompte,
7. les primes ou réfections H.T. dont les éléments de liquidation sont connus,
8. le taux de TVA applicable,
9. le cas échéant, la retenue de garantie (à compléter par le Maître d'Ouvrage),
10. le moment venu, l'incidence du remboursement de l'avance (à compléter par le Maître d'Ouvrage le cas échéant),
11. les pénalités éventuelles de retard ainsi que toute autre pénalité (à compléter par le Maître d'Ouvrage le cas échéant),
12. l'incidence de la révision des prix,
13. le montant total de l'acompte à verser,
14. le récapitulatif des acomptes perçus.

A ce projet de facturation, le Titulaire devra joindre :

- le calcul, avec justification à l'appui, des coefficients de révision de prix (à la période annuelle définie)
- les copies des demandes de paiement direct des sous-traitants acceptées par le Titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article 11.6 du CCAG-PI, le Maître d'Ouvrage procède à la vérification du projet de facturation proposé par le Titulaire au regard du descriptif des prestations réalisées par le Titulaire.

Ce descriptif des prestations réalisées prend la forme d'un tableau d'avancement. Il appartient au Titulaire de déposer ce tableau d'avancement sur la plateforme collaborative mise en place par le Maître d'Ouvrage. Le Titulaire doit joindre à ce tableau d'avancement l'ensemble des éléments qui lui ont permis de l'établir, notamment le détail des calculs qui ont permis de déterminer les quantités effectivement réalisées ou de déterminer le pourcentage d'avancement.

Une fois l'ensemble des pièces transmises par le Titulaire, le Maître d'Ouvrage dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires pour procéder à la vérification du projet de facturation et faire part, par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine, des éventuels compléments et corrections que le Titulaire devra intégrer à sa demande de paiement. Passé ce délai, en cas de silence gardé par le Maître d'Ouvrage, le Titulaire est autorisé à transmettre sa demande de paiement au Maître d'Ouvrage sur la base du projet de facturation.

Toutefois, que le Maître d'Ouvrage fasse part de remarques dans le délai qui lui est imparti ou garde le silence pendant ce même délai, ceci ne vaut en aucun cas validation définitive du projet de facturation par le Maître d'Ouvrage ni du montant de l'acompte ainsi présenté. Ceci implique que le Maître d'Ouvrage disposera toujours de la faculté de rejeter une demande de paiement une fois celle-ci transmise par le Titulaire.

#### 7.6.1.4 Demande de paiement (facture)

Sur la base des compléments et remarques formulés par le Maître d'Ouvrage à l'égard du projet de facturation, ou à l'expiration du délai de 15 jours calendaires dont disposait le Maître d'Ouvrage pour ce faire, le Titulaire établit une demande de paiement (facture) conformément aux stipulations de l'article 11.3 du CCAG-PI.



Outre les mentions prévues dans le CCAG-PI et les mentions obligatoires, les demandes de paiement (factures) doivent comprendre exactement les mêmes mentions que les projets de facturation transmis.

S'agissant des modalités de transmission des demandes de paiement (factures), celles-ci respectent les dispositions des articles L.2192-1 et suivants et D.2192-1 et suivants du CCP. En conséquence, le Titulaire a l'obligation de déposer ses demandes de paiement (factures) sur le portail CHORUS PRO, via le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

En cas de cotraitance et/ou de sous-traitance avec paiement direct du sous-traitant, seul le Titulaire ou le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement et à accepter les factures ; seules les réclamations formulées ou transmises par ses soins sont recevables.

#### 7.6.1.5 Paiement pour solde et règlements partiels définitifs

Le(s) demande(s) de paiement (factures) correspondant aux paiements pour solde (à l'occasion du décompte général du marché et des règlements partiels définitifs, tout comme à l'issue de l'exécution de chaque bon de commande) sont effectuées selon les stipulations de l'article 11.7 du CCAG-PI.

Elles comportent :

- la récapitulation des acomptes déjà perçus au titre de la Tranche ou du Bon de commande concerné,
- les prestations à payer, indiquant au minimum le détail des prestations effectuées ainsi que leur prix établi en prix de base hors taxes,
- les mêmes indications que les demandes de paiement (factures) d'acompte.

Lorsque toutes les prestations dues au titre du présent marché ont été exécutées, le Titulaire remet au Maître d'Ouvrage, dans un délai maximal de quarante-cinq (45) jours calendaires, le projet de demande de paiement qui comprend la récapitulation des prestations déjà réglées ainsi que le solde à verser. Ce projet de demande de paiement est accepté ou rectifié par le Maître d'Ouvrage, voire diminué par application des dispositions relatives aux pénalités. Il devient alors le décompte final.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, l'article 11.7.3 du C.C.A.G.-P.I. est applicable.

#### 7.6.2. Modalités du règlement par virement des sommes à payer au titulaire

Le Maître d'Ouvrage se libérera des sommes dues au titre du marché selon les règles de la comptabilité publique sur le compte prévu dans l'IBAN-BIC remis par le Titulaire.

Le délai maximum de paiement sera de **rente (30) jours** après réception de la demande de paiement (facture), présentée après la validation des prestations demandées par le Maître d'Ouvrage.

Le Titulaire a droit à des intérêts moratoires en cas de retard de paiement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne (BCE) à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de **huit (8) points**.

Le Titulaire a droit, sans formalité, à une indemnité forfaitaire liée aux frais de recouvrement générés par le retard. Le montant de cette indemnité est fixé à **quarante (40) euros**. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnité complémentaire sur présentation de justificatifs.

Le comptable assignataire du paiement est l'agent comptable principal de SCSNE.







## ARTICLE 8. PENALITES

### 8.1. REPARTITION DES PENALITES ENTRE COTRAITANTS :

En cas de cotraitance et lorsque le paiement est effectué sur des comptes séparés, le montant des pénalités est réparti entre les cotraitants conformément aux indications figurant dans l'Acte d'Engagement.

En l'absence d'indications, les pénalités sont retenues en totalité au mandataire.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, les pénalités prévues aux articles 8.5 et 8.6 ci-dessous seront appliquées sans que le Titulaire ne soit invité à présenter des observations au préalable. Les pénalités sont applicables dès constat du manquement aux obligations contractuelles.

### 8.2. PENALITES POUR RETARD DANS LE REMPLACEMENT D'UNE PERSONNE NOMMEMENT DESIGNEE

En cas de retard dans le remplacement d'un « profil clé » ou de non-remplacement par une personne possédant des compétences et un niveau d'expérience équivalents, il sera appliqué au Titulaire une pénalité de **cinq cents (500) euros** par jour ouvré, à partir du premier jour de retard et jusqu'à la résiliation du marché.

En cas de retard dans le remplacement des autres profils intervenant au titre du marché, ou de non-remplacement de ceux-ci par une personne possédant des compétences et un niveau d'expérience équivalent, il sera appliqué au Titulaire une pénalité de **trois cents (300) euros** par jour ouvré à partir du premier jour de retard et jusqu'à la résiliation du marché.

### 8.3. PENALITES POUR ABSENCE AUX REUNIONS

Toute absence non excusée d'un représentant qualifié du Titulaire ou d'un de ses sous-traitants désignés à une réunion à laquelle il aura été dûment convoqué sera pénalisée. Les pénalités sont de **cinq cents (500) euros** par absence. Est considérée également comme absence la représentation du Titulaire par une ou des personnes non qualifiées.

### 8.4. PENALITES DE RETARD

En cas de retard dans la remise d'un livrable ou de tout autre élément dû par le Titulaire au titre de son marché, conformément aux prescriptions définies au CCTP, il sera fait application d'une pénalité de **trois cents (300) euros** par jour ouvré à partir du premier jour de retard.

S'agissant de ces pénalités de retard, elles commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations précisé dans le marché et/ou le bon de commande est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG-PI et de l'article 5.4 du présent CCAP.

Sauf stipulations contraires, les jours de retard s'entendent hors samedis, dimanches et jours fériés.

Les présentes dispositions dérogent à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le Titulaire n'étant exonéré d'aucune pénalité de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant des pénalités de retard pouvant être appliquées est plafonné à 25% de la valeur H.T. du montant total de la tranche considérée et/ou du bon de commande





au titre duquel les pénalités de retard ont été constatées. Au-delà de ce montant, le Maître d’Ouvrage peut résilier le marché aux torts du Titulaire, sans indemnité.

## 8.5. PENALITES POUR NON DECLARATION D’UN SOUS-TRAITANT

La déclaration du sous-traitant, son acceptation ainsi que l’agrément de ses conditions de paiement par l’acheteur sont effectués dans les conditions prévues à l’article 3.7 du présent document. La méconnaissance de cette obligation par le Titulaire constitue une faute susceptible d’entraîner la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

En cas de non-déclaration de sous-traitance, quel que soit le rang de celle-ci, le sous-traitant concerné devra immédiatement cesser sa prestation. Le Titulaire du marché sera quant à lui mis en demeure de régulariser la situation et une pénalité **de trois cent (300) euros par jour** lui sera appliquée jusqu’à la régularisation de la situation.

Le défaut de communication de l’acte spécial de sous-traitance, quinze (15) jours calendaires après avoir été mis en demeure de le fournir, expose le Titulaire à l’application des mesures prévues à l’article 39 du CCAG-PI, à savoir la résiliation du marché.

Si, sans motif valable, le Titulaire n’a pas remis à l’acheteur le contrat de sous-traitance quinze jours après avoir été mis en demeure de le faire, la Maîtrise d’Ouvrage appliquera une pénalité journalière de **1/300<sup>ème</sup> du montant de la tranche**.

## 8.6. PENALITES CONCERNANT LE TRAVAIL DISSIMULE

À défaut de transmission des documents définis à l’article 6.3 dans les délais, le Titulaire s’expose à une pénalité de **cent cinquante (150) euros** par jour de retard.

Toute irrégularité signalée au Maître d’Ouvrage ou dont celui-ci prendrait connaissance quant à la situation des salariés détachés (article L.1261-1 et suivants du Code du travail) ou en matière de travail illégal (article L.8211-1 et suivants du Code du travail) suivie d’une injonction de régularisation qui n’a pas été suivie d’effet dans les délais fixés par la réglementation en vigueur, expose le Titulaire à une pénalité de **mille (1 000) euros** par travailleur en situation irrégulière et à une pénalité complémentaire de **cent (100) euros** par jour jusqu’à ce que la situation du travailleur concerné soit régularisée.

Au-delà de **dix-mille (10 000) euros** de pénalités sur cet item, le Maître d’Ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts exclusifs du Titulaire.

## 8.7. AUTRES PENALITES

Définition succincte de la prestation attendue	Pénalité forfaitaire (en € HT)
Non-respect des obligations en matière de protection des données à caractère personnel	1000 € par infraction







## ARTICLE 9. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

### 9.1. AVANCE

Une avance peut être accordée au Titulaire, s'il ne la refuse pas expressément dans l'Acte d'Engagement du présent marché, dans le respect des conditions fixées par les articles R2191-3 et suivants du C.C.P.

L'avance est accordée au Titulaire sur la partie des montants financiers non sous-traités, les montants relevant du bordereau des prix unitaires sont également exclus du droit à l'avance.

Si un sous-traitant est déclaré en cours d'exécution du marché, le Titulaire qui a perçu l'avance rembourse l'avance au prorata du montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne demande pas à bénéficier de l'avance. Le remboursement s'impute sur les sommes qui lui sont dues dès la notification de l'acte spécial de sous-traitance.

Conformément à l'article R.2191-7 du Code de la commande publique, le montant de l'avance est **fixé à 15 % d'une somme égale à 12 fois le montant TTC du marché divisé par le nombre de mois de son exécution**. Il est précisé que le Maître d'Ouvrage ne conditionne pas le versement de cette avance à la constitution d'une garantie à première demande.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai d'un mois compté à partir de la date de notification de la ou des tranche(s) affermie(s).

Le remboursement de cette avance est effectué par précompte sur les sommes dues au Titulaire lorsque le montant des prestations exécutées au titre de la ou des tranche(s) affermie(s) atteint soixante-cinq pour cent (65%) toutes taxes comprises du montant de cette/ces tranche(s). Il doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint quatre-vingts pour cent (80%) toutes taxes comprises de ce montant.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le droit à l'avance du sous-traitant est ouvert dès la notification du présent marché public ou de l'acte spécial par le Maître d'Ouvrage.

Le remboursement de cette avance suit les mêmes règles que celles applicables au Titulaire.

### 9.2. NANTISSEMENT

Les créances nées ou à naître concernant le marché peuvent être cédées ou nanties par le Titulaire, en partie ou en totalité, conformément aux dispositions des articles R2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R2191-51 du CCP, le Maître d'Ouvrage délivre, sans frais, au Titulaire qui en fait la demande un certificat de cessibilité du marché ou un certificat de cessibilité de chaque tranche affermie.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés aux articles R2191-60 et suivants du CCP est le Représentant du Maître d'Ouvrage.





### 9.3. CAUTIONNEMENT

Le Titulaire est dispensé de constituer un cautionnement. Le recouvrement des sommes dont il serait reconnu débiteur au titre du marché sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

### 9.4. RETENUE DE GARANTIE

Sans objet.

### 9.5. INCITATION FINANCIERE

Article à inclure dans le cadre de la mise au point du marché, selon la proposition retenue par la Maîtrise d'Ouvrage.

## ARTICLE 10. CONFIDENTIALITE

### 10.1. PRINCIPE

Le Titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité les plus absolus pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, documents et décisions, quels qu'en soient la nature, la forme et le support, qui lui seront communiqués, dont il aura connaissance ou qu'il produira et/ou élaborera lui-même, au cours de l'exécution du présent marché (ci-après désignés les « Informations Confidentielles »).

Le Titulaire prend toutes les mesures nécessaires au respect de la présente obligation de confidentialité. À ce titre, il s'engage notamment à ne pas utiliser les Informations Confidentielles pour une autre finalité que l'exécution du présent marché et à informer sans délai le Maître d'Ouvrage de toute situation à même de constituer une violation des présentes dispositions.

Le Titulaire ne permettra l'accès aux Informations Confidentielles qu'aux seuls membres de son personnel ayant strictement besoin d'en connaître et à la condition expresse que ces derniers aient signé, personnellement et préalablement, la Charte de Confidentialité du Projet CSNE dont le modèle figure en annexe de l'Acte d'Engagement.

Le Titulaire ne peut, sans l'autorisation préalable et écrite du Maître d'Ouvrage, transmettre une quelconque Information Confidentielle à un tiers, y compris à titre gratuit et y compris par oral. Les seules dérogations à ce principe sont les suivantes :

- ❖ s'agissant des sous-traitants du Titulaire, le Titulaire pourra leur transmettre des Informations Confidentielles sous réserve que lesdits sous-traitants aient été dûment acceptés par le Maître d'Ouvrage et après que le Titulaire (i) aura inséré dans les contrats le liant auxdits sous-traitants des clauses de confidentialité au moins aussi contraignantes que les présentes et (ii) se sera assuré que chacun des membres du personnel desdits sous-traitants susceptible d'avoir accès aux Informations Confidentielles a strictement besoin d'en connaître et a signé la Charte de Confidentialité du Projet CSNE ;
- ❖ s'agissant des échanges que le Titulaire est amené à avoir avec les autres opérateurs économiques avec lesquels il est en interface du fait même de l'exécution du présent marché; d'une part, le Titulaire doit, avant même d'échanger une Information Confidentielle, (i) s'assurer que ces derniers sont, d'une quelconque manière, liés au projet CSNE, au Maître d'Ouvrage ou à tout autre Titulaire d'un marché attribué par le Maître d'Ouvrage dans le cadre du projet CSNE pour lequel ils interviennent en qualité de sous-traitant, (ii) qu'ils sont, à ce titre, soumis aux mêmes obligations de confidentialité que celles





objet du présent article, et que chacun des membres de leur personnel et intervenants a signé la Charte de Confidentialité du Projet CSNE ; d'autre part, le Titulaire ne peut échanger avec ces opérateurs économiques et leur personnel et intervenants que des Informations Confidentielles strictement liées à l'exécution des prestations objets de l'interface les liant l'un à l'autre, à l'exclusion de toute Information Confidentielle dont le Titulaire serait en possession mais non directement liée à l'activité de l'autre opérateur économique considéré.

En tout état de cause, le Titulaire reste responsable envers le Maître d'Ouvrage de tout manquement aux présentes obligations de confidentialité, que celles-ci relèvent de son propre fait ou du fait de ses sous-traitants, étant entendu que tout manquement pourra, le cas échéant, conduire le Maître d'Ouvrage à résilier le présent marché aux torts du Titulaire en application de l'article 16.2 ci-dessous.

Afin de permettre les vérifications nécessaires quant à l'identité des opérateurs économiques et de leur personnel et intervenants à même d'accéder aux Informations Confidentielles, le Titulaire établira et tiendra à jour la liste exhaustive des membres de son personnel et/ou de ses intervenants ayant signé la Charte de Confidentialité du Projet CSNE (en ce compris le personnel et les intervenants de ses sous-traitants). Cette liste devra comprendre les informations suivantes : nom, prénom, entreprise et service de rattachement, qualité/fonction. Cette liste sera en permanence accessible au Maître d'Ouvrage, lequel pourra à tout moment en demander la transmission sous format informatique. Réciproquement, le Maître d'Ouvrage tiendra à jour la liste globale des personnes, membres de son personnel et membres du personnel et intervenants de l'ensemble des opérateurs économiques impliqués dans l'exécution du projet CSNE, qui ont signé la Charte de Confidentialité du Projet CSNE et sont ainsi autorisées à connaître d'Informations Confidentielles. Sur demande du Titulaire, le Maître d'Ouvrage vérifiera cette liste globale afin d'informer le Titulaire du fait que les personnes physiques avec lesquelles il entend échanger des Informations Confidentielles sont ou non signataires de la Charte de Confidentialité du Projet CSNE et donc autorisées ou non à en connaître.

Le Titulaire s'engage à première demande du Maître d'Ouvrage à restituer les Informations Confidentielles ou à les détruire et à certifier par écrit les avoir détruites. Cet engagement vaut tant pour les Informations Confidentielles en sa possession que celles détenues par ses sous-traitants.

## 10.2. EXCEPTIONS

Toutefois, les obligations de confidentialité objet du présent article ne s'appliquent pas aux informations dont le Titulaire peut apporter la preuve que :

- ❖ l'information concernée était en sa possession avant l'entrée en vigueur du présent marché;
- ❖ le Titulaire a licitement obtenu l'information concernée d'un tiers qui était lui-même autorisé à la divulguer. Par essence, la présente exception ne s'applique pas aux informations transmises par des tiers qui s'avèrent être eux-mêmes soumis au dispositif de confidentialité mis en œuvre dans le cadre du Projet CSNE, ces informations constituant par nature des Informations Confidentielles ;
- ❖ l'information concernée était dans le domaine public au moment de sa divulgation ou qu'elle y est tombée autrement que par un manquement du Titulaire aux exigences du présent article ;
- ❖ la divulgation est rendue nécessaire par application d'une décision d'une autorité administrative ou judiciaire ; dans cette hypothèse, le Titulaire doit toutefois en informer le Maître d'Ouvrage dans les plus brefs délais afin de limiter la communication à ce qui est strictement nécessaire pour répondre à la disposition légale ou réglementaire ou à l'injonction administrative ou judiciaire ; cela vaut notamment en cas de demande de communication de toute pièce formulée par un tiers en application de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre



l'administration et le public, aujourd'hui codifiée au Livre III du Code des relations entre le public et l'administration.

### 10.3. DUREE DE L'ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITE

Sauf décision contraire des Parties, les dispositions du présent article produisent leurs effets pendant toute la durée du présent marché et pendant les cinq (5) années suivant sa cessation, pour quelque cause que ce soit.

### 10.4. REFERENT CONFIDENTIALITE

Pendant toute la durée du présent engagement, le Titulaire désigne nominativement la personne au sein de son personnel chargée d'assurer l'interface avec le Maître d'Ouvrage quant à la gestion des obligations en matière de confidentialité. Cette personne est désignée « Référent Confidentialité ».

Le Référent Confidentialité a notamment pour fonction :

- ❖ de transmettre la Charte de Confidentialité du Projet CSNE aux personnes physiques dont la mission l'exige ;
- ❖ de s'assurer que lesdites personnes ont signé la Charte de Confidentialité du Projet CSNE et que celle-ci a été retournée signée en original au Maître d'Ouvrage avant qu'elles n'aient accès à une quelconque Information Confidentielle ;
- ❖ de tenir en permanence à jour la liste exhaustive des membres du personnel du Titulaire et/ou de ses intervenants ayant signé la Charte de Confidentialité du Projet CSNE (en ce compris le personnel et intervenants des sous-traitants du Titulaire).

Enfin, il est précisé que les courriels échangés dans le cadre de l'exécution du présent marché incluent un rappel automatique de l'interdiction de les transférer à d'autres destinataires non soumis au dispositif de confidentialité défini par le présent article et la Charte de Confidentialité du Projet CSNE.

## ARTICLE 11. CONFLITS D'INTERETS

Le Titulaire s'engage, en toute circonstance, à maintenir rigoureusement son indépendance d'analyse, de jugement et d'action.

Le Titulaire s'engage à éviter tout conflit d'intérêts pouvant exister entre ses intérêts matériels ou moraux et ceux du Maître d'Ouvrage. Pour ce faire, et pendant toute la durée du présent marché, le Titulaire doit, notamment :

- ❖ vérifier que ses personnels et intervenants ne se trouvent pas dans une telle situation de conflits d'intérêts ;
- ❖ prendre les mesures nécessaires, notamment en termes d'organisation, pour que de telles situations ne se présentent pas.

Si, toutefois, le Titulaire constate ou a connaissance de toute situation le concernant susceptible de créer ou d'aboutir à un conflit d'intérêts avec les intérêts du Maître d'Ouvrage, il le signale sans délai à ce dernier. En tout état de cause, le Titulaire s'abstient formellement de toute action identifiée comme susceptible d'engendrer un conflit d'intérêts et soumet à l'approbation du Maître d'Ouvrage les mesures qu'il se propose de mettre en œuvre pour faire disparaître cette situation.

Par conflit d'intérêts au sens de ces dispositions, on entend toute situation dans laquelle le Titulaire ou ses personnels et intervenants seraient amenés à porter un jugement ou à participer à une prise de



décision, dont ils pourraient tirer un intérêt direct ou indirect dans le cadre de leurs activités, intérêt qui peut être perçu comme portant atteinte à l'exercice impartial et objectif de leurs missions.

On entend par « intérêt(s) » tout intérêt familial, sentimental, économique, politique ou autre partagé avec des tiers, y compris les intérêts professionnels conflictuels.

Dans l'hypothèse où le Titulaire fait appel à des sous-traitants ou se trouve lié à des entreprises dans les conditions définies ci-dessous, il s'engage, au titre de ces relations, à faire respecter les mêmes principes que ceux définis au présent article. Il est ainsi entendu que le Titulaire demeure responsable envers le Maître d'Ouvrage des conséquences, de quelque nature que ce soit, d'un éventuel conflit d'intérêts entre ces sous-traitants, ces entreprises liées, leurs personnels et intervenants et les intérêts du Maître d'Ouvrage.

A ce titre, le Titulaire s'engage, pour lui-même et au nom et pour le compte de ses sous-traitants et des entreprises liées, à s'interdire de communiquer toute information, de nouer tout contact et d'apporter une quelconque assistance à tout tiers qui, dans un domaine ayant un lien quelconque avec le projet CSNE, pourrait se fonder sur les informations ainsi obtenues en vue notamment de sa participation à toute consultation initiée par le Maître d'Ouvrage dans ce cadre. En complément, et comme cela est également imposé au titre des engagements en matière de confidentialité, il est rappelé que chacune des personnes physiques appelées à intervenir personnellement au sein du projet CSNE devra, au préalable, signer la Charte de Confidentialité du Projet CSNE laquelle intègre des dispositions spécifiques relatives à la prévention des conflits d'intérêts.

Par entreprise liée au sens des dispositions du présent article, on entend toute entreprise sur laquelle le Titulaire peut exercer, directement ou indirectement, une influence dominante, ou toute entreprise qui peut exercer une influence dominante sur le Titulaire ou toute entreprise qui, comme le Titulaire, est soumise à l'influence dominante d'une autre entreprise du fait de la propriété, de la participation financière ou des règles qui la régissent.

L'influence dominante est présumée lorsqu'une entreprise, directement ou indirectement, à l'égard d'une autre entreprise détient la majorité du capital souscrit de l'entreprise ou dispose de la majorité des voix attachées aux parts émises par l'entreprise ou peut désigner plus de la moitié des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance de l'entreprise.

## ARTICLE 12. NON-IMMIXTION / INCOMPATIBILITE

### 12.1. NON-IMMIXTION

Le Titulaire s'engage expressément à réaliser l'intégralité de ses prestations sans s'immiscer dans les prestations dues par tout autre Intervenant. À défaut, le Titulaire supportera toute éventuelle responsabilité y afférente.

### 12.2. INCOMPATIBILITE

Le présent marché d'OPC Général est incompatible avec toute prestation d'études, de travaux et d'assistance à conduite d'opération générale, portant sur les ouvrages auxquels se rapporte ledit marché d'OPC, exercée soit directement soit par une entreprise liée.

Par entreprise liée, on entend toute entreprise sur laquelle le Titulaire du marché peut exercer, directement ou indirectement, une influence dominante, ou toute entreprise qui peut exercer une influence dominante sur le Titulaire du marché ou toute entreprise qui, comme le Titulaire du marché,





est soumise à l'influence dominante d'une autre entreprise du fait de la propriété, de la participation financière ou des règles qui la régissent.

L'influence dominante est présumée lorsqu'une entreprise, directement ou indirectement, à l'égard d'une autre entreprise détient la majorité du capital souscrit de l'entreprise ou dispose de la majorité des voix attachées aux parts émises par l'entreprise ou peut désigner plus de la moitié des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance de l'entreprise.

## ARTICLE 13. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

### 13.1. CONNAISSANCES ANTERIEURES

Les dispositions des articles 33 et 34 du CCAG-PI relatives aux connaissances antérieures standards ou non s'appliquent dans leur intégralité au présent accord-cadre.

### 13.2. REGIME DES RESULTATS

En complément de l'article 35 du CCAG-PI, les finalités et besoins d'utilisation des résultats sont, dans le cadre du présent accord-cadre, les suivants :

- usage pour les besoins de la réalisation du projet de liaison fluviale Seine-Nord Europe (ou Seine-Escaut), y compris communication des résultats du Titulaire aux entreprises candidates à de futurs contrats, aux AMO et MOE du Maître d'Ouvrage et aux autres parties prenantes des projets, notamment les partenaires Européens (gouvernements, acteurs économiques etc.), les représentants de la Commission Européenne, de l'Etat et des collectivités locales ;
- usage pour les besoins du gestionnaire de l'infrastructure fluviale ;
- usage dans la mise en œuvre des projets du Maître d'Ouvrage ou pour des besoins de formation ou de communication interne ou externe.

S'agissant des droits du Maître d'Ouvrage, les résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique font l'objet, conformément aux dispositions de l'article 35.2.1 du CCAG-PI, d'une cession à titre exclusif du fait qu'ils pour objet de promouvoir les missions du Maître d'Ouvrage.

Malgré cette cession à titre exclusif, il est précisé que le Titulaire pourra, par dérogation à l'article 35.3.1 du CCAG-PI, exploiter à titre commercial les résultats du marché, avec accord préalable et écrit du Maître d'Ouvrage et sous réserve de mentionner que le Maître d'Ouvrage en a assuré le financement. Dans ce cas, il sollicitera obligatoirement le Maître d'Ouvrage par écrit en vue de lui présenter son projet d'utilisation détaillé et après présentation, le Maître d'Ouvrage, au regard de ses intérêts, donnera ou non son accord, éventuellement assorti de réserves. En cas de réserves, le Titulaire devra amender son projet qui donnera lieu à nouvelle présentation du projet amendé et à une décision expresse d'acceptation ou de refus.

Il est entendu que, par exception au même article 35.3.1 du CCAG-PI, ce droit d'exploitation accordé au Titulaire l'est sans que le ce dernier n'ait à s'acquitter d'une quelconque redevance.

Il est précisé que toute entité qui sera substituée au Maître d'Ouvrage et notamment Voies Navigables de France (VNF) conformément aux dispositions de l'article 18.4 ci-dessous, pourra faire usage des résultats même partiels pour toute utilisation entrant dans son champ de compétence matérielle et territoriale dans les mêmes conditions que celles dont bénéficie le Maître d'Ouvrage.







## ARTICLE 14. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

### 14.1. PRINCIPES GENERAUX

Dans le cadre de leurs relations contractuelles et en application de l'article 5.2.1 du CCAG-PI, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte du Maître d'Ouvrage, qualifié de « responsable de traitement » au sens du règlement européen sur la protection des données, les données à caractère personnel nécessaires pour réaliser les travaux et prestations associées objet du présent marché.

Les données à caractère personnel que le Titulaire est susceptible de traiter représentent principalement les données personnelles des personnes autorisées à pénétrer sur le chantier. L'objectif de la transmission au Titulaire de ces données est de lui un contrôle des accès au chantier.

Il est entendu que les obligations en matière de traitement de données à caractère personnel s'appliquent pendant toute la durée du présent marché.

### 14.2. ENGAGEMENTS DU TITULAIRE

Au titre des présentes dispositions et en plus des obligations définies à l'article 10 – Confidentialité, le Titulaire s'engage tout particulièrement à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seules finalité(s) objet du présent marché;
2. traiter les données à caractère personnel de manière licite, loyale et transparente envers les personnes concernées et limiter la collecte aux seules données à caractère personnel pertinentes et nécessaires en vue de la réalisation des prestations ;
3. garantir la mise en œuvre de mesures appropriées afin d'assurer la sécurité, la confidentialité et l'intégrité des données à caractère personnel rendues accessibles au titre du présent marché;

À ce titre, le Titulaire doit tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement de données à caractère personnel effectuées. Ce registre comprend le nom et les coordonnées du Maître d'Ouvrage et des éventuels sous-traitants du Titulaire amenés à traiter les données à caractère personnel ainsi que, dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité prises.

4. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ;
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
5. ne conserver les données personnelles auxquelles il aura eu accès que pendant la durée du marché et à les restituer au Maître d'ouvrage ou à certifier les avoir détruites (y compris toute copie) à l'issue de celui-ci ;
6. coopérer activement avec le Maître d'ouvrage afin de lui permettre d'évaluer et de documenter la conformité du traitement de données à caractère personnel résultant du marché; à ce titre, le Titulaire met à la disposition du Maître d'ouvrage la documentation nécessaire pour démontrer



le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits par le Maître d'ouvrage lui-même ou un autre auditeur qu'il aura mandaté, et contribuer à ces audits.

### 14.3. SOUS-TRAITANCE

Conformément aux dispositions de l'article 3.7 ci-dessus, le Titulaire peut faire appel à un sous-traitant pour réaliser une partie des prestations objet du présent marché. Ledit sous-traitant peut alors être amené à avoir accès et à traiter certaines données à caractère personnel initialement transmises au Titulaire.

Dans ces circonstances, le Titulaire doit, lorsqu'il déclare un sous-traitant, informer le Maître d'ouvrage des activités de traitement de données à caractère personnel que ledit sous-traitant est susceptible de mener. Dans le délai de 21 jours prévu à l'article R2193-4 du Code de la commande publique, le Maître d'ouvrage peut présenter ses objections à ce sujet.

Dès lors que le sous-traitant est accepté, il appartient au Titulaire de veiller à ce que le sous-traitant agisse en conformité avec la législation applicable en matière de protection des données à caractère personnel et qu'il respecte l'ensemble des engagements imposés au Titulaire par le présent article 13. En tout état de cause, le Titulaire demeure pleinement responsable du respect par le sous-traitant de ces obligations.

### 14.4. DROIT DES PERSONNES CONCERNEES

Le Titulaire doit assister le Maître d'ouvrage à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du Titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le Titulaire doit adresser ces demandes dès réception au Maître d'ouvrage.

### 14.5. NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le Titulaire notifie au Maître d'Ouvrage toute violation de données à caractère personnel dans les plus brefs délais et au plus tard dans les 72 heures après en avoir eu connaissance et ce par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine.

Cette notification contient au moins :

1. la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
2. le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
3. la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
4. la description des mesures prises par le Titulaire pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.





## **14.6. NON-RESPECT DES OBLIGATIONS EN MATIERE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

En cas de non-respect par le Titulaire des dispositions du présent article 14, le Maître d'Ouvrage pourra appliquer la pénalité prévue à l'article 8.5 ci-dessus. En cas d'infraction répétée, le Maître d'Ouvrage pourra résilier le présent marché dans les conditions définies à l'article 16.2 ci-dessous.

## **ARTICLE 15. MANAGEMENT DE PROJET, ETHIQUE ET RESPECT DES PRINCIPES DE DEVELOPPEMENT DURABLE, COMMUNICATION.**

### **15.1. PRINCIPES GENERAUX**

Le Titulaire doit tout mettre en œuvre au sein de son organisation, afin de s'inclure dans les engagements de la SCSNE :

- ❖ manager le projet selon des exigences de qualité, d'écoperformance et d'innovation,
- ❖ assurer la sûreté, la sécurité et la santé des personnes, de la conception à l'exploitation du CSNE,
- ❖ intégrer le projet dans le développement durable et dans son territoire.

Le présent marché est soumis aux principes des normes ISO 9001, ISO 45001 dans leur dernière version en vigueur.

La SCSNE s'engage dans une démarche de Haute Qualité Environnementale Infrastructures dont elle respecte les exigences.

La SCSNE a décliné ces principes en exigences et méthodes au sein de son système de management de la QSSE, décrit au sein de la documentation afférente (cf. point 6 dans l'ordre de priorité des pièces contractuelles - § 4.1 ci-dessus).

### **15.2. MISES A JOUR**

L'un des principes fondamentaux du système de management est son amélioration continue. Le Titulaire est encouragé à participer à l'amélioration de ce système en proposant toute optimisation qu'il juge utile. De plus, le Titulaire s'engage par ailleurs à appliquer, sans rémunération complémentaire, l'ensemble des mises à jour de ces documents pendant toute la durée du projet.

### **15.3. DECLINAISON CHEZ LE TITULAIRE**

Le Titulaire s'engage à s'approprier et appliquer ce système de management dans le cadre de sa prestation. Ses obligations sont décrites dans la documentation QSSE précitée et au sein de son CCTP.

Pour cela, il en fait la déclinaison au sein de son organisation, formalisée au sein de sa documentation QSSE telle qu'exigée dans le CCTP.





## 15.4. RERERENTS QSSE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Le Titulaire désigne nominativement la ou les personnes au sein de son personnel chargée d'assurer l'interface avec le MOA quant aux thématiques de Qualité, Sécurité et Développement Durable. En cas de départ ou de remplacement de cette ou ces personnes, le Titulaire en informera sans délai le MOA par tout moyen permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine.

Leurs fonctions seront notamment :

- d'établir la documentation QSSE du Titulaire, dans le respect du système de management du MOA,
- d'assurer la mise en œuvre et le respect des règles QSSE du projet par ses équipes et sous-traitants éventuels.

## 15.5. INTERPRETARIAT

### 15.5.1. Prevention de la sécurité

Pour garantir la sécurité des travailleurs et des visiteurs sur le chantier lors de la réalisation de tâches signalées par le CSPS, le Maître d'œuvre ou le Maître d'ouvrage, comme présentant un risque pour la sécurité des personnes et des biens, une formation est dispensée à l'ensemble des personnels affectés à l'exécution de ces tâches, quelle que soit leur nationalité ; cette formation donne lieu, lorsque les personnels concernés directement par ces tâches ne maîtrisent pas suffisamment la langue française, à l'intervention d'un interprète qualifié aux frais du Titulaire et après information du CSPS et du Maître d'Œuvre.

### 15.5.2. Protection sociale

Pour permettre à la SCSNE d'exercer son obligation de prévention et de vigilance en matière d'application de la législation du travail, et sur demande du CSPS, du MOE ou du MOA, l'intervention d'un interprète qualifié peut être demandée aux frais du Titulaire du marché, afin que la SCSNE puisse s'assurer que les personnels présents sur le chantier et ne maîtrisant pas suffisamment la langue française, quelle que soit leur nationalité, comprennent effectivement le socle minimal de normes sociales qui, en vertu notamment de l'article L.1262-4 du Code du Travail, s'applique à leur situation.

### 15.5.3. Défaut de recours à un interprète

En cas de carence constatée ou du défaut de preuve de la qualification d'un interprète, la SCSNE désignera un ou des interprètes de son choix. Les frais consécutifs seront comptabilisés comme pénalités au titre de l'article afférent au présent CCAP ; une pénalité forfaitaire sera également appliquée. De plus, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation du marché pourrait être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

NB : une liste des experts et traducteurs agréés est disponible dans le ressort de chaque Cour d'Appel et est accessible via le site de la Cour de cassation.

## 15.6. COMMUNICATION

La réalisation du Canal Seine-Nord Europe va profondément modifier l'environnement et le cadre de vie des habitants du territoire concerné. L'ambition de la SCSNE est que, par sa conception et les modalités de sa construction, l'ouvrage s'insère harmonieusement dans le respect du territoire et de ses habitants en apportant des retombées économiques et sociales positives.





Pour ce faire, la SCSNE conduit depuis plusieurs années un dialogue ouvert et transparent avec les acteurs du territoire : élus, responsables économiques et associatifs et, au-delà, avec le public.

Le Titulaire devra s'inscrire dans cette dynamique de dialogue, gage de réussite du projet.

### 15.6.1. Documents de référence

Les entreprises intervenant sur le chantier du Canal Seine-Nord Europe véhiculent l'image de la SCSNE et du projet du canal dans leur manière de conduire leurs prestations. À ce titre, elles respectent l'ensemble des obligations, règles, chartes et codes en vigueur et appliquent les préconisations de la SCSNE. Les entreprises s'engagent à prendre connaissance des documents « Contrat territorial de développement - volet 3 organisation du chantier en lien avec le territoire » et « Directives et éléments de langage pour le personnel intervenant sur site » et le « Guide de bienvenue pour les compagnons du chantier ».

En matière de communication, la SCSNE remettra au Titulaire les documents suivants pour l'exécution de ses missions dans le cadre des chantiers du projet :

- la charte graphique du Canal Seine-Nord Europe,
- le référentiel de langage,
- une charte réseaux sociaux destinée aux entreprises qui travaillent sur le Canal Seine-Nord Europe et aux partenaires de la SCSNE.

### 15.6.2. Interlocuteurs communication au sein de la Maîtrise d'Ouvrage

Le Titulaire pourra être en interaction pour l'exécution de la Communication, avec la Direction Partenariats Territoires Europe (DPTE) de la SCSNE et avec certains de ses prestataires. La DPTE porte notamment la politique de communication de la Maîtrise d'Ouvrage.

La DPTE émet les prescriptions en matière de communication de projet et de chantier et en contrôle leur application sur le terrain. Pour chaque territoire<sup>1</sup>, une « direction de territoire » de la DPTE est en charge de la communication. Ses représentants sont les interlocuteurs du Titulaire. Ils peuvent participer à toute réunion d'avancement ou de chantier, prescrire des mesures à exécuter par l'entreprise en matière de communication dans le cadre normal de son contrat, voire constater toute non-conformité aux prescriptions contractuelles. Un interlocuteur référent de la DPTE sera désigné.

Au démarrage du marché, une réunion est organisée avec les équipes responsables des opérations à l'occasion de laquelle le référent de la DPTE présente les engagements de la SCSNE en matière de communication sur les territoires et les fonctionnements attendus de la part du Titulaire sur le terrain. Ces informations devront être ensuite transmises aux équipes par les responsables du Titulaire.

### 15.6.3. Obligation du titulaire

#### Règles à respecter en matière de communication

Toute opération de communication sur le Canal Seine-Nord Europe à l'initiative du Titulaire, devra être soumise à autorisation préalable du Maître d'Ouvrage. Qu'il s'agisse d'une action de communication événementielle, de relations presse (cf. ci-après), de la production de support rédactionnel imprimé ou numérique, de communication sur les réseaux sociaux (avec ou sans photos ou vidéos). La SCSNE

---

<sup>1</sup> Sur le plan territorial, la SCSNE a organisé les 107 km de Canal en trois territoires : Compiégnois-Noyonnais (correspondant à la partie du tracé dans l'Oise), Santerre-Haute Somme (correspondant à la partie du tracé dans la Somme) et Artois-Cambrésis (correspondant à la partie du tracé dans le Pas-de-Calais et le Nord).





disposera d'un délai de 7 jours pour informer le Titulaire de sa réponse : autorisation, modification ou refus. L'absence de réponse de la SCSNE à l'issue de ce délai vaudra acceptation.

#### Relations avec la presse et demande de tournages

Toute demande presse reçue par le Titulaire ou ses sous-traitants devra être transmise dès réception au Maître d'ouvrage, qui se réserve le droit d'y répondre seul, d'associer le Titulaire à la réponse, ou d'autoriser le Titulaire à répondre.

Toute action de communication du Titulaire vers la presse, en lien avec le Canal Seine-Nord Europe, devra être soumise au Maître d'Ouvrage a minima 3 semaines avant. Un échange sur les objectifs, l'angle, les messages et les modalités notamment interviendra entre le Maître d'ouvrage et le Titulaire pour cadrer / préciser l'action. La SCSNE se réserve le droit de participer à une action vers la presse, de repousser une action, ou de la refuser.

Les tournages (de vidéos, reportages, films...) dans les emprises des chantiers doivent faire l'objet d'une autorisation formelle de la SCSNE.

## ARTICLE 16. RESILIATION DU MARCHE

### 16.1. GENERALITES

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 37, 38, 39 et 40 du CCAG-PI, la fraction des prestations déjà accomplies par le Titulaire et réceptionnées par le Maître d'Ouvrage est rémunérée sans abattement.

Dans l'hypothèse d'une résiliation, pour quelque cause que ce soit, le Titulaire ou les ayants-droits s'obligent à remettre au Maître d'Ouvrage tous les documents en leur possession, nécessaires à la poursuite des missions confiées. Le Maître d'Ouvrage reste libre d'utiliser, pour la réalisation du projet, les études, plans et documents établis par le Titulaire et de les faire compléter et réaliser par une autre société de son choix, sans aucune indemnité à verser, à quelque titre que ce soit, au Titulaire.

### 16.2. RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et R2143-4 du CCP ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou 8222-7 et D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du Travail, le marché est résilié sans indemnités aux torts du Titulaire.

De même, et conformément aux dispositions de l'article 6.3.2.2 « Lutte contre le travail dissimulé » ci-dessus, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de résilier le présent marché dans l'hypothèse où le plafond de pénalité fixé à 10 000 € viendrait à être atteint ou, indépendamment de ce plafond, dans toute situation dans laquelle sa propre responsabilité pourrait être mise en jeu de manière solidaire en application des dispositions du Code du travail.

Par ailleurs, en complément de l'article 39.1 du CCAG-PI, la décision de résilier le marché peut être prise par le Représentant du Maître d'Ouvrage lorsque le Titulaire n'a pas déféré à sa mise en demeure dans un délai de quinze (15) jours calendaires, à la suite d'une défaillance dans la réalisation des prestations demandées ou s'il contrevenait aux obligations imposées par le présent marché.

En application de l'article 27 du CCAG-PI, le Maître d'Ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché





prononcée pour faute du Titulaire. La décision de poursuite des prestations par un tiers, en lieu et place du Titulaire, est notifiée au Titulaire par le Maître d'Ouvrage

En complément de l'article 39 du CCAG-PI, il est précisé que :

- ❖ si, pour une raison quelconque, le Titulaire se trouvait dans l'impossibilité d'exécuter la mission qui lui est confiée, il devra en informer le Maître d'Ouvrage par tout moyen permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine. Ce dernier aura alors la possibilité de résilier tout ou partie du présent marché ;
- ❖ les mises en demeure sont notifiées par tout moyen permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine et sont assorties d'un délai. Le Titulaire dispose de ce délai pour satisfaire à ses obligations ;
- ❖ le marché peut être résilié de plein droit aux torts du Titulaire, par le Maître d'Ouvrage, en cas d'inexécution grave ou répétée de ses obligations ou de mauvaise exécution de celles-ci constatées par voie de mise en demeure, le cas échéant précédée de signalements par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine, et notamment lorsque :
  - le Titulaire n'exécute pas dans les délais prescrits les prestations qui lui sont commandées et compromet ainsi gravement le respect du calendrier de l'opération ;
  - les documents présentés par le Titulaire ont fait l'objet de plusieurs décisions successives de rejet ou d'ajournement par le Maître d'Ouvrage,
- ❖ le marché pourra être résilié sans indemnité :
  - en cas de modification de nature à compromettre la bonne exécution du marché dans les conditions définies par l'article 3.6.1 « Changement dans la situation juridique du Titulaire » du présent CCAP ;
  - si le Titulaire ne produit pas les attestations d'assurances dans les conditions définies par l'article 18 « Responsabilité – Assurances » du présent CCAP ;
  - si le remplacement d'un « profil clé » désigné à l'article 3.6.2 du présent CCAP est récusé dans les conditions définies à ce même article ;
  - en cas de non-respect des obligations applicables en matière de protection des données à caractère personnel.

### 16.3. RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de prononcer l'arrêt d'exécution des prestations par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, lorsque le Maître d'Ouvrage résilie le marché pour motif d'intérêt général, le Titulaire a uniquement droit à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le présent marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il incombe au Titulaire d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de ce montant dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

Le Titulaire est tenu d'exécuter les prestations en cours de réalisation jusqu'à la date de résiliation.





## ARTICLE 17. REGLEMENT DES DIFFERENDS

### 17.1. DEMANDE DE REMUNERATION COMPLEMENTAIRE ET/OU D'EXTENSION DE DELAI

En cas d'événement pouvant donner lieu de la part du Titulaire, à une demande de rémunération complémentaire (DRC) et/ou à une demande d'extension des délais d'exécution du marché, le Titulaire doit en informer officiellement la Maîtrise d'Ouvrage, sous peine de forclusion dans un délai de quinze (15) jours après la survenance de l'événement en question.

Dans les deux (2) mois, à compter de la fin de l'évènement mentionné ci-dessus, le Titulaire remet au Maître d'Ouvrage, un mémoire de demande de rémunération complémentaire et/ou d'extension des délais, exposant les motifs et le détail de ses demandes et fournissant les justifications nécessaires correspondantes.

Le Maître d'Ouvrage notifie au Titulaire sa proposition pour le règlement de la demande dans un délai de trois (3) mois à compter de la date de sa réception. L'absence de réponse du Maître d'Ouvrage dans ce délai vaut rejet implicite de la demande.

Il sera tenu compte dans l'analyse de la demande du Titulaire du devoir de conseil de celui-ci.

### 17.2. PREVENTION DES LITIGES

Les parties s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour aboutir à un règlement raisonnable et dans les meilleurs délais des litiges qui résulteraient de l'application du présent marché.

En cas de désaccord persistant, à l'issue du processus décrit ci-dessus, les dispositions de l'article 43.4 du C.C.A.G.-P.I. relatif aux modes alternatifs de règlement des différends sont applicables.

### 17.3. REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige entre les parties, la loi française est seule applicable et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes.

En cas d'échec de la démarche de règlement amiable, le litige est porté devant le Tribunal Administratif d'Amiens : 14 rue Lemerchier - CS 81114 Amiens Cedex.

Email : [greffe.ta-amiens@juradm.fr](mailto:greffe.ta-amiens@juradm.fr) Téléphone : +33 (0)3 22 33 61 70 Télécopie : +33 (0)3 22 33 61 71.

## ARTICLE 18. RESPONSABILITE - ASSURANCES

Pour les dispositions subordonnées au présent article, le terme « Titulaire » s'applique au Titulaire du marché et, dans le cas d'un groupement, à chacun des membres dudit groupement tels que définis à l'Acte d'Engagement.

D'une façon générale, le Titulaire assume, dès la signature du marché, les responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur. A ce titre, il répond notamment des responsabilités et garanties édictées par les articles 1240 et suivants du Code Civil ainsi que posées par les principes jurisprudentiels.

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la Maîtrise d'Ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations objet du présent marché, conformément à l'article 9 du CCAG-PI.





Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du MOA et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Chaque intervenant à l'opération est tenu de souscrire une police d'assurance de responsabilité civile générale couvrant toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'il est susceptible d'encourir vis à vis des tiers et de la SCSNE, à propos de tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non pouvant survenir pendant la période d'exécution contractuelle.

Dans le cas où le Titulaire fait garantir les dommages et pertes pouvant atteindre ses propres biens, sa police d'assurance doit comporter une clause de renonciation de son assureur à tout recours contre le Maître d'Ouvrage.

Cette attestation d'assurance sera ensuite à transmettre à chaque début d'année et ce pendant toute la durée du marché.

L'attestation d'assurance fournie devra émaner exclusivement d'une compagnie d'assurances, d'un agent général, ou d'une mutuelle.

Elle devra comporter au minimum les indications suivantes :

- nom de l'assuré
- désignation du marché/de l'accord-cadre
- montant des garanties pour les dommages matériels, corporels, immatériels consécutifs et non consécutifs
- montant des franchises éventuelles
- activités exactes garanties
- durée et date de l'attestation
- mention de la couverture des prestations sous-traitées.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le Titulaire devra justifier à tout moment du paiement de ses primes d'assurances, ainsi que de celles de ses sous-traitants.

Le Titulaire devra par ailleurs déclarer au Maître d'Ouvrage toutes modifications substantielles affectant son ou ses contrats d'assurances (nature et montants des garanties, changement d'assureurs ...) ainsi que tout fait de nature à provoquer la suspension ou la résiliation des garanties.

En complément de l'article 9 du CCAG-PI, en cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part du Titulaire, la souscription d'une assurance complémentaire, de souscrire une assurance à ses frais ou en cas d'impossibilité de souscrire une telle assurance, de résilier le marché aux torts du Titulaire.

## ARTICLE 19. DISPOSITIONS DIVERSES

### 19.1. MOYENS MIS A DISPOSITION DU TITULAIRE

Le Maître d'Ouvrage mettra à la disposition du Titulaire un espace au sein de ses locaux situés au siège de l'établissement, à Compiègne, ainsi qu'un espace au sein des locaux qui lui sont dédiés dans les Bases-Vie sur les chantiers pendant la phase travaux.







Il n'est pas prévu la mise à disposition par le Maître d'Ouvrage d'autres moyens particuliers pour l'exécution des prestations objet du présent marché en dehors de la communication des données et études précisées au C.C.T.P. du présent marché.

## 19.2. LANGUE ET DROIT APPLICABLE

Les correspondances relatives au présent marché sont rédigées en langue française. Tous les documents, demandes de paiement (factures), modes d'emploi doivent être rédigés en français.

L'ensemble des prestations sera réalisé en français.

Le droit français est le droit applicable.

## 19.3. FINANCEMENT EUROPEEN

Dans le cadre de l'action de la commission européenne Seine-Escaut 2020, 2014-EU-TM-0373-M, le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (Mtes), les autorités flamandes Vlaamse Overheid et la région Wallonne - service de Wallonie SPW - ont signé avec l'agence exécutive de la Commission européenne (INEA) Innovation and Networks Executive Agency, une convention de financement en date du 1er décembre 2015 (n° INEA/CEF/TRAN/M2014/1049/241) par laquelle, dans le cadre du projet de liaison Seine-Escaut, les études et les travaux relatifs au canal Seine Nord Europe ainsi que les études relatives à l'Oise, au Nord Pas de Calais et à la Seine Aval, sont financés par l'Europe à hauteur de 40% pour les travaux et 50% pour les études.

La convention de financement susvisée indique que les attributaires des marchés n'ont pas de droits à l'égard de l'Agence au titre de la convention.

En conséquence, le Titulaire du présent marché renonce à tout droit, recours direct ou indirect, de quelque nature que ce soit à l'égard de l'Agence INEA au titre du financement européen dont le Maître d'Ouvrage bénéficie pour la réalisation de l'action Seine-Escaut 2020 à laquelle le présent marché concourt.

## 19.4. TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS CONTRACTES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

En application de l'article 14 de l'ordonnance n°2016-489 du 21 avril 2016, au fur et à mesure de l'achèvement des tronçons du CSNE, le domaine public fluvial géré par SCSNE sera confié par arrêté du ministre chargé des transports à VNF.

Alors, l'ensemble des droits et obligations contractés par SCSNE en tant que maître d'ouvrage du CSNE seront transférés à VNF. Tel sera le cas de l'ensemble des droits et obligations contractés par SCSNE au titre de l'exécution du présent marché et qui perdureraient au jour dudit transfert.





## ARTICLE 20. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Articles du CCAP	Articles du CCAG PI auxquels il est dérogé
3.6.1	39.2
3.6.2.2	3.4.3
4.1	4.1
5.4	13.2.3
6.4	3.7.2
6.6.1	28.4.2
6.6.1	28.5
6.6.1	29
6.6.2	29.2.1
6.6.2	29.4.3
7.4.3	10.2.3
8.	14.1.1
8.4	14.1.2
8.4	14.1.3
16.3	40



## Partenaires financiers



Cofinancé par  
l'Union européenne



Région  
Hauts-de-France



Région  
Île-de-France



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE  
Liberté  
Égalité  
Fraternité



www.  
canal-seine-  
nord-europe.fr